



Organisation
internationale
du Travail



Social
Finance

► Finance solidaire

Rapport annuel 2024



► Finance solidaire

Rapport annuel 2024



Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Cet ouvrage est soumis à une licence Creative Commons Attribution 4.0 International. Voir: creativecommons.org/licenses/by/4.0. L'utilisateur est autorisé à réutiliser et à partager (copier et redistribuer) l'ouvrage original ou à l'adapter (le remanier, le transformer ou s'en servir pour créer un nouveau produit) conformément aux termes de ladite licence. L'utilisateur doit clairement indiquer que l'OIT est la source de l'ouvrage et faire état de toute modification apportée au contenu original. L'utilisation de l'emblème, du nom et du logo de l'OIT n'est pas autorisée dans le cadre de traductions, d'adaptations ou d'autres œuvres dérivées.

Citation – L'utilisateur doit faire état de toute modification apportée à cet ouvrage. L'ouvrage doit être cité comme suit: *Finance solidaire: Rapport annuel 2024*, Genève: Bureau international du Travail, 2025. © OIT.

Traductions – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une traduction d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette traduction n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Adaptations – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une adaptation d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette adaptation n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une adaptation officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette adaptation, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Œuvres de tiers – La licence Creative Commons ne s'applique pas aux œuvres incluses dans cette publication qui ne relèvent pas du droit d'auteur de l'OIT. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires auprès du détenteur des droits et sera tenu pour seul responsable en cas de violation alléguée.

Tout différend auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée à: rights@ilo.org. Des informations concernant les publications et les produits numériques de l'OIT peuvent être consultées à: www.ilo.org/publns

ISBN: 9789220422694 (web PDF)
DOI: <https://doi.org/10.54394/YDKA6858>

Également disponible en English: *Social finance: Annual report 2024*, ISBN: 9789220422687 (web PDF); Spanish: *Finanzas solidarias: Informe anual 2024*, ISBN: 9789220422700 (web PDF)

Les désignations utilisées dans les publications et bases de données de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tout pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites. Voir: www.ilo.org/deni-de-responsabilite.

Les opinions et vues exprimées dans la présente publication sont propres à son ou ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions, les vues ou la politique de l'OIT.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Cover photo: © Eka Novitasari
Imprimé en Suisse

► Contenu

Sigles et abréviations	iv
Préface	1
1. Inclusion financière	2
1.1. Appuyer les institutions financières pour qu'elles facilitent la formalisation des entreprises	2
1.2. Promouvoir le paiement numérique responsable des salaires	4
1.3. Numériser les chaînes de valeur pour promouvoir l'accès au financement	8
1.4. Mobiliser la finance pour s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants	10
1.5. Inclusion financière en contexte de crise	11
1.6. Encourager une utilisation plus efficiente des services financiers grâce à l'éducation financière	13
1.7. Collaborer avec les partenaires sociaux	14
2. Développer les marchés de l'assurance d'impact	17
2.1. Impact de l'assurance inclusive : une revue de la littérature	17
2.2. Débloquer l'offre d'assurance inclusive	18
2.3. Réduire l'écart de protection entre les hommes et les femmes	19
2.4. Partenariats public-privé et développement du marché	20
2.5. Renforcer les capacités des institutions de microfinance pour accroître la résilience des PME grâce à l'assurance	22
2.6. Renforcement des capacités en matière d'assurance d'impact	22
3. Investissement durable	24
3.1. Collaborer avec les investisseurs	24
3.2. Collaborer avec les réseaux sectoriels et les organisations d'appui	27
3.3. Collaborer pour créer un environnement propice à l'investissement durable	29
Perspectives pour 2025	31
Annexes	34
Bailleurs de fonds	34
Partenaires stratégiques	37
Partenaires de mise en œuvre	39
Autres partenaires	41
Supports de connaissances en 2024	41
L'équipe	43

► Sigles et abréviations

AATIF	Africa Agriculture and Trade Investment Fund (Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique)
ACCEL Africa	Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique
AFD	Agence française de développement
APINDO	Association des employeurs indonésiens
BPD	Bank pembangunan daerah (banque de développement ; type de banque en Indonésie)
BPR	Bank perkreditan rakyat (banque de crédit populaire ; type de banque en Indonésie)
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CFC	Common Fund for Commodities (Fonds commun pour les produits de base)
CIF-OIT	Centre international de formation de l'Organisation Internationale du Travail
COP 29	Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Baku en novembre 2024
CoP	Communauté de pratique
ECOP	Employers Confederation of the Philippines (Confédération des employeurs des Philippines)
ESG	Environnemental, social et de gouvernance
EWA	Earned Wage Access (Accès anticipé au salaire)
IFC	International Finance Corporation (Société financière internationale)
KPBS	Koperasi Peternakan Bandung Selatan (Coopérative d'élevage de Bandung Sud)
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NZBA	Net-Zero Banking Alliance (Alliance bancaire Net-Zéro)
ODD	Objectif de développement durable
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUE-FI	Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement
PROPARCO	Filiale du groupe AFD spécialisée dans le financement du secteur privé
RMCR	Réseau de micro-institutions de croissance de revenus (Mali)
SFWG	G20 Sustainable Finance Working Group (Groupe de travail du G20 sur la finance durable)
Sida	Swedish International Development Agency (Agence suédoise de développement international)
TAFTAC	Textile Apparel, Footwear & Travel Goods Association (Association cambodgienne du textile, de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage)
TISFD	Taskforce for Inequality and Social-related Financial Disclosures (Déclarations financières liées aux inégalités et aux enjeux sociaux)
VSLA	Village Savings and Loan Association (Association villageoise d'épargne et de crédit)

► Préface

En 2024, l'OIT a lancé la [Coalition mondiale pour la justice sociale](#) afin de favoriser la coopération multilatérale et d'accélérer les progrès en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable. Cette Coalition vise à générer un engagement politique, des investissements et des actions concrètes en faveur de la justice sociale à l'échelle mondiale.

Cette évolution majeure nous a amenés à nous poser une question essentielle : que signifie la justice sociale dans le contexte des marchés financiers, et comment peut-elle être encouragée ?

Le premier concept qui vient à l'esprit est sans doute celui de l'inclusion financière, c'est-à-dire la capacité pour toutes les personnes, quel que soit leur statut social ou économique, d'avoir accès à l'ensemble des services financiers : épargne, crédit, assurance, paiements numériques, entre autres. Comme le montrent les deux premières parties de ce rapport, le programme Finance solidaire de l'OIT œuvre depuis longtemps en faveur de la justice sociale en ce sens, en collaborant avec des banques, des institutions de microfinance et des assureurs pour lever les obstacles à l'accès aux services financiers des populations exclues.

Cette action prend souvent la forme d'un appui aux banques et autres prestataires de services financiers pour qu'ils proposent des services adaptés aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Cela implique, par exemple, que les banques innovent pour pallier l'absence de garanties ou d'historique de crédit chez leurs clients, dans le but de soutenir la croissance de ces entreprises et la création d'emplois ; ou encore que les assureurs renforcent la résilience des entreprises. Mais, en raison de son mandat spécifique, l'OIT pousse cette démarche plus loin, en explorant comment les institutions financières peuvent servir des groupes encore plus défavorisés ou confrontés à des difficultés particulières, tels que les femmes, les personnes déplacées de force ou les ménages exposés au risque de travail des enfants, par exemple.

L'un des principaux moteurs de l'inclusion financière est le versement des salaires sur compte bancaire, qui représente souvent pour les travailleurs à faibles revenus leur premier contact avec le système financier. Le Centre mondial de l'OIT sur les salaires numériques pour le travail décent soutient activement les efforts de numérisation du paiement des salaires, en travaillant avec les travailleurs et les employeurs pour que la transition du paiement en espèces vers

des systèmes de paiement numérique se fasse de manière fluide, en mettant l'accent sur l'utilisation effective des services financiers – afin que les travailleurs ne se contentent pas de retirer leur salaire de leur compte le jour de la paie. Cette approche

contribue également à la formalisation des contrats de travail, un autre objectif majeur de l'agenda de justice sociale. Comme le montre la Partie 1 du rapport, le secteur financier peut contribuer à inciter les entreprises à la formalisation et faciliter ce processus.

Le secteur financier peut également promouvoir la justice sociale par le biais de l'investissement durable. Comme l'explique la Partie 3, il est essentiel que les investisseurs et les banques qui souhaitent contribuer à un avenir juste et durable se demandent comment faire progresser l'agenda de justice sociale, avec et à travers leurs clients et les entreprises financées. Souvent, ces actions répondent à des obligations réglementaires ou à la volonté d'obtenir un bon score dans les évaluations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), mais il est possible d'aller plus loin. Nous sommes heureux d'appuyer la Coalition mondiale pour la justice sociale en contribuant aux travaux dédiés à l'investissement durable pour la justice sociale, et d'avoir l'occasion d'échanger avec d'autres parties prenantes sur ce sujet important. Nous espérons que ces discussions porteront leurs fruits et entraîneront une mobilisation accrue de financements en faveur de la création d'emplois et de l'amélioration des conditions de travail.

Dans les années à venir, nous resterons fermement engagés dans la promotion d'une finance inclusive qui renforce les communautés, protège les travailleurs et soutient le travail décent pour toutes et tous. Nous espérons que vous prendrez plaisir à découvrir, au fil de ce rapport, les progrès réalisés et les partenariats noués au cours de l'année écoulée.



(Signature)

CRAIG CHURCHILL

Chef, Programme Finance Solidaire de l'OIT



1. Inclusion financière

Lorsque le programme Finance solidaire de l'OIT a été lancé, en 1991, il s'est d'abord concentré sur l'un des principaux obstacles à la création d'emplois : l'accès au financement pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Toutefois, l'approche du programme a depuis évolué pour aller au-delà de l'objectif d'élargissement de l'accès : elle insiste également sur l'importance de la qualité de l'emploi, ce qui explique pourquoi nous plaçons activement en faveur de l'intégration des principes du travail décent dans les initiatives d'inclusion financière et pour l'amélioration des conditions de travail.

Cette première partie résume les activités menées par l'OIT en matière d'inclusion financière, notamment sa contribution à la formalisation de l'emploi, tant auprès des employeurs que des travailleurs, et montre comment les technologies numériques permettent à des groupes jusque-là exclus d'accéder à des services financiers. Elle aborde également l'extension de ces services à des groupes cibles particulièrement défavorisés ou difficiles à servir, comme les réfugiés et les ménages exposés au risque de recours au travail des enfants.

Un facteur commun aux différentes initiatives d'inclusion financière est l'importance de la collaboration avec une diversité d'acteurs, notamment les acteurs du secteur financier, les opérateurs de téléphonie mobile et autres fournisseurs de technologies, les institutions publiques, ainsi que les organisations de travailleurs et d'employeurs.

1.1. Appuyer les institutions financières pour qu'elles facilitent la formalisation des entreprises

L'économie informelle représente une part importante de l'activité économique et de l'emploi dans de nombreux pays. Si elle permet certes de créer des emplois et des sources de revenus, elle est aussi synonyme de faible productivité des entreprises, de revenus réduits, d'exclusion sociale, d'un accès limité aux services financiers et d'un respect limité des droits du travail.

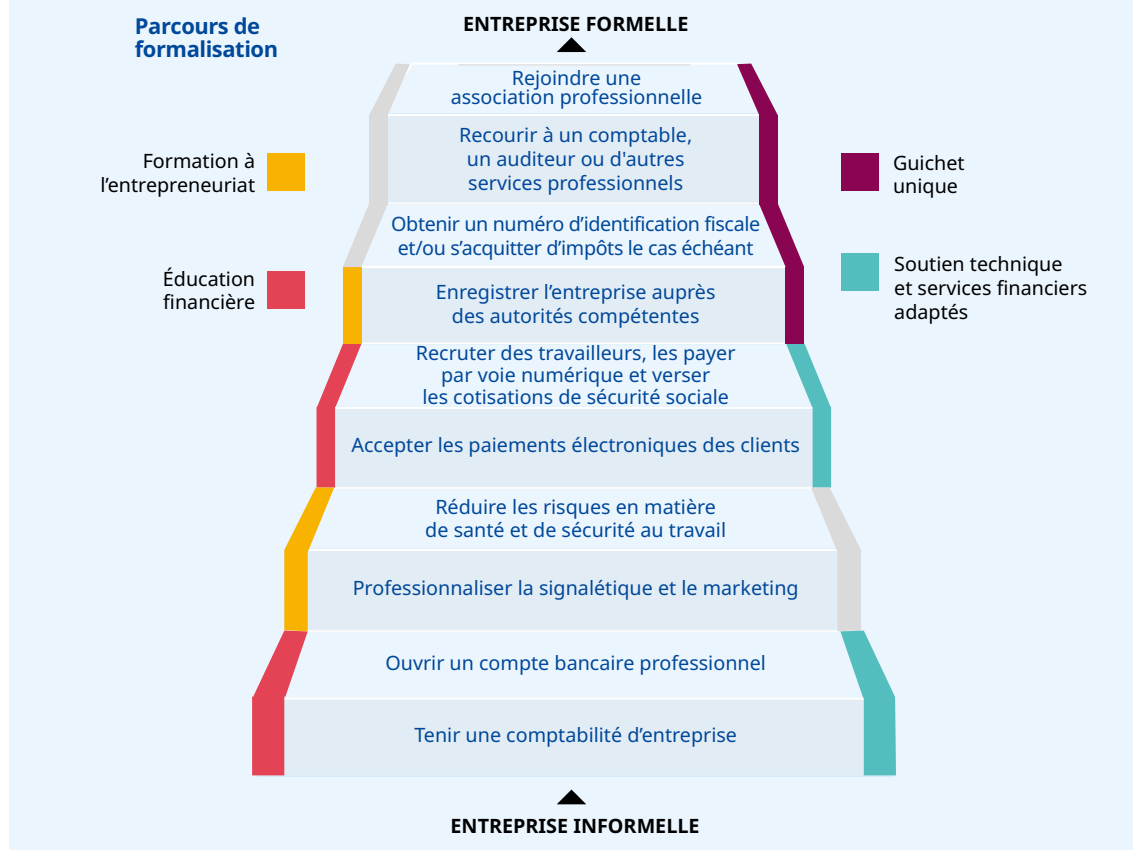
L'OIT collabore actuellement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de tester comment le secteur financier peut favoriser la formalisation des entreprises au Mozambique, en Sierra Leone et aux Îles Salomon. Cette initiative, soutenue par l'Union européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, vise à tirer parti de la portée des institutions financières et de l'influence qu'elles exercent sur leurs clients pour accompagner la transition des entreprises informelles vers la formalité.

En 2024, nous avons organisé des ateliers de sensibilisation à destination des institutions financières aux Îles Salomon et au Mozambique. Nous leur avons présenté des exemples de produits et services qu'elles peuvent proposer pour encourager la formalisation des entreprises informelles. L'un enseignement clé de ces ateliers a été que les prestataires de services financiers perçoivent la formalisation comme un processus progressif, comportant plusieurs étapes. L'objectif est d'aider les micro et petites entreprises à progresser sur

le chemin de la formalisation (voir Figure 1). Les prestataires de services financiers peuvent, par exemple, faciliter l'enregistrement des petites entreprises, proposer divers outils de paiement numérique permettant à ces entreprises de payer leurs fournisseurs et/ou de recevoir des paiements de leurs clients, et d'offrir des incitations pour favoriser une formalisation progressive.

Il est également essentiel de collaborer avec l'ensemble de l'écosystème financier, y compris les opérateurs de télécommunications. Aux Îles Salomon, par exemple, nous avons établi un partenariat avec Our Telekom afin de leur permettre de proposer des services de paiement groupé aux petits exploitants agricoles. Utiliser ces services aide les agriculteurs à numériser une partie de leurs flux de trésorerie et à générer des traces numériques qui leur seront utiles lors de l'enregistrement futur de leur entreprise. En 2025, nous prévoyons de déployer plus largement cette solution, ainsi que d'autres innovations, avec nos partenaires dans les trois pays concernés.

Figure 1. Parcours de formalisation des micro et petites entreprises



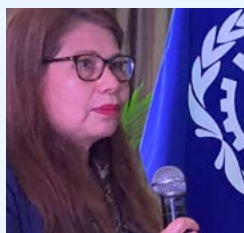
1.2 Promouvoir le paiement numérique responsable des salaires

Un aspect souvent négligé, mais pourtant essentiel, de la transformation numérique des entreprises est le passage d'un système de paie en espèces à un mode de paiement numérique des salaires, sur des comptes bancaires, des portefeuilles électroniques ou des cartes prépayées. Lorsqu'il est mis en œuvre de manière responsable, le paiement numérique des salaires

contribue à bâtir des entreprises durables, à autonomiser les travailleurs et à promouvoir l'inclusion financière.

Par l'intermédiaire du Centre mondial de l'OIT sur les salaires numériques pour le travail décent, le programme Finance solidaire poursuit activement son engagement à accompagner cette transition. En 2024, nous avons enregistré des avancées significatives dans les quatre pays ciblés – le Cambodge, l'Indonésie, le Pérou (**voir Encadré 1**) et les Philippines – tout en renforçant les connaissances et l'expertise grâce à la recherche. Les principaux enseignements sont présentés ci-dessous.

► Encadré 1. Témoignage – Silvia Meza Falla, Directrice des normes du travail, Ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi, Pérou



► *Mon idée pour faire avancer le projet de réglementation des salaires numériques était de faire appel à l'OIT, dans l'espoir qu'elle puisse nous aider à recueillir des données, des informations et d'autres éléments clés pour faire progresser cette initiative. Ce projet de réglementation permettra de formaliser les conditions de rémunération et de travail, de favoriser l'inclusion financière des travailleurs et d'améliorer leur qualité de vie ainsi que celle de leur famille, tout en facilitant leur intégration dans le monde numérique.*

Accroître l'adoption du paiement numérique des salaires requiert l'implication active du secteur public et du secteur privé, ainsi qu'un écosystème numérique mature

Depuis le début de notre intervention dans le secteur de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage au Cambodge, menée dans le cadre du programme « Better Factories Cambodia » mis en œuvre conjointement par l'OIT et la Société financière internationale (IFC), le taux de numérisation des salaires dans les usines exportatrices est passé de 50 % à 75 %. En 2024, 70 usines supplémentaires ont adopté le paiement numérique, au bénéfice direct de plus de 95 000 travailleurs, en majorité des femmes. Aujourd'hui, 550 000 travailleurs dans plus de 700 usines d'exportation perçoivent leur salaire sur un compte numérique.

Une étude récente (manuscrit en cours de relecture) révèle que la proportion de travailleurs

retirant l'intégralité de leur salaire en espèces le jour de paie est tombée à 20 %, contre 80 % en 2022. Les travailleurs déclarent également avoir davantage confiance dans l'utilisation de leur compte numérique. Ces progrès sont le fruit d'un important travail de sensibilisation, de formation, d'appui-conseil et de partage de connaissances mené pour et avec les usines, complété par des initiatives d'éducation financière, notamment des campagnes sur le lieu de travail et une solution par chatbot, qui ont touché plus de 230 000 travailleurs. Ces efforts ont été soutenus par des partenaires clés, notamment avec l'Association cambodgienne du textile, de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage (TAFTAC – organisation d'employeurs sectorielle) (**voir Encadré 2**) et le ministère du Travail et de la Formation professionnelle du Cambodge, ainsi que par des partenaires de développement nationaux et internationaux, des marques et des prestataires de services financiers.

Parallèlement, l'écosystème cambodgien des services financiers numériques évolue rapidement, proposant des solutions plus accessibles

et abordables pour les entreprises et les travailleurs. Un facteur clé de cette transformation est le système de paiement électronique en temps réel Bakong,¹ une initiative de la Banque nationale du Cambodge (**voir Encadré 3**), qui accélère l'adoption des paiements numériques, y compris

chez les ouvriers d'usine. Ces résultats illustrent la manière dont l'action collective peut accélérer la numérisation des salaires, améliorer la transparence et renforcer le bien-être des travailleurs au sein des chaînes d'approvisionnement.

► **Encadré 2. Témoignage – Ken Loo, Secrétaire général de l'Association du textile, de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage (TAFTAC) du Cambodge**

« TAFTAC travaille avec les fabricants cambodgiens et le Centre mondial de l'OIT pour promouvoir une transition responsable vers le paiement numérique des salaires. Nous collaborons désormais avec le gouvernement, le secteur privé et les prestataires de services financiers pour faciliter cette transition. Nous encourageons d'autres membres à nous rejoindre pour en savoir plus sur la transition vers le paiement numérique et participer aux prochaines activités. Ces activités comprendront des formations, l'élaboration de supports pédagogiques et des ateliers visant à mieux faire connaître les salaires numériques et à réfléchir à la possibilité de passer du paiement en espèces au paiement numérique.



► **Encadré 3. Témoignage – Ly Bunsom, Premier secrétaire général de la Banque nationale du Cambodge**



« La Banque nationale du Cambodge est à l'avant-garde de la promotion de l'inclusion financière et de la modernisation de l'infrastructure des systèmes de paiement. J'invite les usines à verser les salaires de leurs travailleurs en riels khmers via le système numérique Bakong. Cette technologie de pointe propose un système de paiement fluide, sécurisé et efficace, qui renforce la connectivité, réduit les coûts de transaction et encourage l'utilisation de la monnaie locale. Le paiement numérique des salaires peut considérablement améliorer la vie des travailleurs en leur offrant un moyen plus sûr, plus rapide et plus pratique de recevoir leur salaire et d'effectuer des transactions.

Un appui technique sur mesure aux petits entrepreneurs favorise la numérisation des salaires et la formalisation de l'emploi

En collaboration avec divers partenaires – organisations d'employeurs, chambres de commerce, autorités locales, prestataires de services aux entreprises et consultants indépendants – nous avons expérimenté une approche concrète d'appui à la transition vers le paiement numérique des salaires dans les micro et petites entreprises en Indonésie, aux Philippines et au Pérou. En 2024, ce [programme de renforcement des capacités](#) a combiné des

formations en présentiel et des séances de coaching personnalisées en ligne, individuelles ou en groupe, auprès de 300 entreprises au total.

Les séances de coaching ont porté principalement sur la présentation des différentes options de paiement numérique disponibles – par exemple, en comparant les comptes bancaires et les portefeuilles électroniques en Indonésie (**voir Encadré 4**), ou les comptes de paie et d'épargne au Pérou. Elles ont également accompagné les entrepreneurs dans les démarches d'enregistrement de leurs salariés auprès des systèmes de sécurité sociale et fiscaux. En parallèle, les travailleurs et les

¹ Le système Bakong est un système de paiement électronique en temps réel basé sur la technologie blockchain, mis en place par la Banque nationale du Cambodge (NBC) en 2019. Il permet aux clients d'effectuer des transactions entre les banques et institutions financières membres du réseau Bakong ou au sein de celles-ci.

micro-entrepreneurs ont reçu une formation en éducation financière afin de renforcer leur capacité à gérer et utiliser les salaires numériques.

► Encadré 4. Utiliser les comptes d'argent mobile pour accélérer la transition vers les salaires numériques

Les transactions mobiles sont devenues un moyen populaire de paiement des salaires chez les petits entrepreneurs en Indonésie. Pupud Saripudin, exploitant d'une plantation de café et de thé à Cikalong Wetan, près de Bandung, verse désormais les salaires de ses ouvriers par l'intermédiaire d'un prestataire de transactions mobiles. « *Les paiements numériques sont plus simples pour nous – plus pratiques, plus rapides et certainement plus sûrs* », explique-t-il.

Les travailleurs ont également bien accueilli ce changement. Ali, travailleur intermittent payé tous les deux jours, trouve cela plus pratique : « *Avec les salaires versés sur mon portefeuille électronique, je n'ai plus besoin d'aller chez le patron pour me faire payer.* » Il préfère le portefeuille électronique à un compte bancaire : « *Il suffit d'un numéro de téléphone et d'une pièce d'identité. Un compte bancaire, c'est trop cher et compliqué pour de petits montants. En plus, je peux payer plus facilement dans les petites boutiques près de chez moi avec le mobile.* »

Aujourd'hui, huit des dix travailleurs de M. Pupud reçoivent leur salaire par voie numérique, tandis que deux femmes plus âgées préfèrent encore les espèces. « *Convaincre les travailleurs peut être difficile, reconnaît-il. L'éducation financière est la clé pour faciliter le changement.* »

Cette approche a donné des résultats prometteurs. En quatre mois, plus de 50 % des entreprises ayant participé au programme de renforcement des capacités avaient adopté un système de paiement numérique des salaires. Le programme a été particulièrement efficace pour les entrepreneurs ayant bénéficié d'un coaching à la suite de la formation en présentiel, et pour les travailleurs ayant renforcé leur niveau d'éducation financière grâce à la formation sur les paiements numériques.

Si le coaching individuel s'est révélé très efficace, il a toutefois demandé beaucoup de temps aux formateurs. À l'inverse, les séances de groupe en ligne ont permis de toucher un public plus large, de

renforcer la régularité des échanges et de favoriser l'apprentissage entre pairs. L'éducation financière des travailleurs a allégé la charge des entreprises et permis à la fois aux employeurs et aux salariés d'adopter plus facilement les salaires numériques. Dans certains cas, le coaching personnalisé a également contribué à la formalisation des relations de travail au sein de petites entreprises.

Cette expérience souligne l'importance d'associer une formation pratique à un accompagnement continu pour soutenir l'adoption du paiement numérique des salaires par les petites entreprises et leurs salariés, tout en favorisant des pratiques de travail formelles (voir Encadré 5).

► Encadré 5. Adopter les salaires numériques – Le témoignage de Marleny sur son autonomisation financière

Marleny Lopez est superviseuse générale dans un hôtel au Pérou. En 2024, son employeur a décidé de passer au paiement numérique des salaires. Au début, elle préférait être payée en espèces. Mais après avoir pesé le pour et le contre, et bénéficié d'une formation à l'éducation financière et aux salaires numériques, elle a accepté que son salaire soit versé directement sur son compte. Aujourd'hui, elle reconnaît pleinement les avantages de cette méthode : « *C'est plus sûr. Cela m'aide à économiser et à mieux répartir mon argent en fonction de mes objectifs. Quand on a de l'argent liquide en main, on a tendance à le dépenser de façon impulsive. Sans liquide, on gère mieux, on commence à économiser et à réfléchir davantage à ses dépenses. Cela fait voir les choses différemment et ça aide à planifier.* »

Approfondir les connaissances sur le paiement numérique responsable des salaires

La recherche destinée à favoriser l'adoption du paiement numérique responsable des salaires est au cœur de la stratégie du Centre mondial. En 2024, nous avons examiné les avantages et les obstacles à l'adoption de cette pratique dans différents secteurs et régions, tout en identifiant les services financiers susceptibles de faciliter la transition vers les salaires numériques et d'en accroître l'utilisation. En partenariat avec l'initiative Better Than Cash Alliance, hébergée par les Nations Unies, nous avons mené une étude sur le [succès de l'Inde dans le déploiement à grande échelle du paiement numérique des salaires](#). Cette étude a mis en lumière le rôle des infrastructures publiques numériques, des programmes sociaux et des réformes des cadres réglementaires du travail et de la finance.

En collaboration avec un distributeur américain, nous avons aussi évalué les obstacles à l'adoption des salaires numériques dans les chaînes d'approvisionnement chinoises, en interrogeant 150 travailleurs dans 15 usines réparties sur trois provinces. Malgré une adoption déjà large du paiement numérique des salaires en Chine, [l'étude](#) a révélé des freins persistants au sein des usines, principalement dus à la réticence des travailleurs plus âgés, peu instruits ou migrants, ainsi qu'à une méconnaissance des règles fiscales et de la protection sociale.

Enfin, nous avons élaboré un [rapport mondial sur l'accès anticipé au salaire](#) (Earned Wage Access, EWA) ([voir Encadré 6](#)), fondé sur les contributions d'organisations de travailleurs et d'employeurs, de régulateurs et de prestataires de services EWA. Ce travail de recherche a été enrichi par des enquêtes menées auprès de travailleurs utilisateurs du service dans cinq pays, en partenariat avec l'organisme de mesure d'impact social 60 Decibels.

► Encadré 6. Accès anticipé au salaire (EWA) : étude mondiale sur les avantages et les risques

L'accès anticipé au salaire (Earned Wage Access, EWA) est un service financier émergent qui permet aux travailleurs d'accéder à une partie de leur salaire déjà acquis avant la date de paie, généralement dans le cadre de partenariats entre les prestataires EWA et les employeurs. Ce service s'est développé rapidement aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et suscite un intérêt croissant dans les pays en développement, avec des modèles économiques et des structures tarifaires variés.

En s'appuyant sur des données provenant de différentes régions, l'étude met en lumière les avantages potentiels et les risques associés à ces services. Pour les travailleurs, l'EWA peut représenter une solution moins coûteuse que les prêts classiques et contribuer à améliorer leur bien-être financier. Toutefois, des préoccupations subsistent concernant l'usage répété du service, le manque de transparence des frais et des conditions, ainsi que le faible niveau d'éducation financière. Pour les employeurs, améliorer la satisfaction et la productivité des travailleurs peut être un atout, mais ils doivent faire face à des défis liés à l'intégration dans les systèmes de paie et au respect des réglementations en vigueur.

Pour garantir une mise en œuvre responsable de l'EWA, des données plus solides et des évaluations rigoureuses des risques sont nécessaires. La manière dont le service est déployé semble jouer un rôle déterminant dans son impact. Une réglementation adaptée constitue une première étape essentielle et doit impliquer les autorités compétentes en matière de travail, de finance et de protection des consommateurs. Le dialogue social peut également contribuer à maximiser les bénéfices et à réduire les risques, en renforçant la mise en œuvre au niveau des entreprises et en apportant davantage de clarté aux régulateurs nationaux.

1.3 Numériser les chaînes de valeur pour promouvoir l'accès au financement

Avec plus de 60 millions de petites et moyennes entreprises (PME), le développement futur de l'Indonésie dépend de ce secteur essentiel, source majeure d'emploi et contributeur important à la production nationale. Malgré leur rôle crucial dans l'économie, les PME indonésiennes rencontrent souvent des difficultés pour accéder aux services financiers formels. Les outils numériques peuvent contribuer à surmonter certains obstacles, tels que l'inefficacité des procédures de demande de prêt et l'absence de pièces justificatives d'activité.

Pour améliorer l'accès au financement des PME et leur permettre d'adopter les technologies numériques, le projet [Promise II Impact](#) de l'OIT (« Promouvoir les PME par un meilleur accès des entrepreneurs aux services financiers ») collabore avec deux types de prestataires de services financiers en Indonésie : une banque de développement (BPD) et dix banques rurales (BPR) réparties dans plusieurs provinces. Financé par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) suisse, ce projet renforce les institutions financières en les aidant à recourir aux technologies numériques pour offrir à leurs clients un accès rapide, pratique et abordable au financement.

Cette collaboration vise à renforcer les BPD et BPR en tant que principales institutions de crédit dans leurs régions respectives, face à une concurrence accrue d'autres institutions, en tirant parti de leur

bonne connaissance du contexte local pour améliorer leur soutien aux PME locales grâce à des prêts accessibles et abordables.

Par exemple, la BPR Bandung Kidul, dans l'ouest de l'Indonésie, accorde des crédits à des éleveurs laitiers membres de la Coopérative d'élevage de Bandung Sud (KPBS). L'absence de documents comptables constituait jusqu'ici un frein à l'octroi de crédits aux éleveurs, les empêchant ainsi de développer leur activité.

En s'appuyant sur un logiciel libre, le projet a numérisé la chaîne de valeur de la coopérative, assurant la transparence totale des flux du lait et des flux financiers, ce qui a permis de gagner en efficacité. En renforçant la planification des ressources de la coopérative et en l'étendant à l'ensemble de la chaîne de valeur, le projet a favorisé la montée en puissance, l'amélioration de la productivité et l'expansion des activités des membres de la coopérative, tout en facilitant l'accès au financement ([voir Encadré 7](#)).

Les éleveurs apprécient l'application, qu'ils jugent efficace. Désormais, ils reçoivent un prêt dès le lendemain de son approbation, un atout pour leur productivité puisqu'ils n'ont plus à sacrifier de précieuses heures de travail pour accomplir des démarches bancaires. Ils peuvent aussi faire leur demande de prêt à tout moment, de n'importe où, plus facilement et plus rapidement. À la fin de l'année 2024, 367 demandes avaient été déposées, dont 349 approuvées, pour un montant total de plus de 10 milliards de roupies indonésiennes (environ 6 millions USD).

► Encadré 7. Témoignage – Haji Aun Gunawan, président de la Coopérative d'élevage de Bandung Sud (KPBS)



► *Peu de temps après le lancement du nouveau service de prêt à approbation rapide en mars 2024, 140 membres avaient déjà pu bénéficier de prêts. Nous apprécions énormément le soutien apporté par l'OIT, qui permet à nos membres de mieux tirer parti de la technologie numérique et d'acquérir de nouvelles compétences qui renforcent leur productivité, leurs connaissances et leur accès au financement.*

Des bénéfices similaires ont été observés grâce à l'intervention de la Banque NTT, la BPD de la province des Petites îles de la Sonde orientales,

auprès des producteurs locaux d'algues. Les institutions de crédit considèrent généralement le secteur agricole comme trop risqué et hésitent

à accorder des prêts aux agriculteurs, en raison notamment des risques de mauvaises récoltes, de l'instabilité des revenus et d'un manque de compétences en gestion.

Pour aider les producteurs d'algues à améliorer la visibilité et la gestion de leurs activités, le projet a développé une application numérique en collaboration avec Agree, la plateforme agroalimentaire de PT Telkom Indonesia. L'application a été adoptée par 200 producteurs d'algues, qui ont également participé aux programmes d'éducation financière et de formation à l'entrepreneuriat de l'OIT (**voir Encadré 8**).

Cette application met en relation les producteurs avec les différents acteurs de la chaîne de valeur, notamment l'acheteur final PT Algae Sumba Timur

Lestari, et permet de suivre toutes les étapes de la production d'algues : culture, transformation et distribution. Ce système de traçabilité numérique génère aussi des données historiques utiles sur la productivité et les risques, ce qui facilite l'évaluation des demandes de prêt par les institutions financières et réduit ainsi le risque perçu. Enfin, il permet d'améliorer les liens entre les différentes étapes de la chaîne de valeur, en générant davantage d'informations et d'opportunités commerciales. Grâce à cette initiative, un premier groupe pilote de 20 producteurs d'algues a reçu un prêt de 5 millions de roupies (environ 300 USD) par personne de la Banque NTT – une première pour ces exploitants, qui n'avaient jamais eu accès au système bancaire auparavant.

► Encadré 8. Diana Mahalebu, productrice d'algues et bénéficiaire du projet Promise II Impact

Le projet Promise II Impact a dispensé une formation en éducation financière à plus de 200 producteurs d'algues du village de Kaliuda, en Indonésie. Parmi eux, Diana Mahalebu, mère de cinq enfants âgée de 38 ans, utilise désormais activement son smartphone pour enregistrer sa production. Chaque jour, elle se connecte à l'application et renseigne les informations relatives à la culture et à la récolte. Elle s'en sert aussi comme aide-mémoire pour planifier ses activités.

Diana surveille désormais de près les finances de sa famille. Grâce aux compétences en comptabilité acquises lors des formations de l'OIT, elle enregistre scrupuleusement ses différentes sources de revenus – culture d'algues et petites activités commerciales – et sépare ses dépenses professionnelles de celles de son foyer.

« J'ai un compte bancaire maintenant. En notant simplement mes recettes et mes dépenses, je peux commencer à épargner. J'ai déjà mis de côté 3 millions de roupies (188 USD) et je compte bien continuer, car cela peut beaucoup m'aider en cas de coup dur », déclare-t-elle fièrement.

Elle a déjà fait l'expérience d'une perte de revenu, lorsque sa culture a été détruite par des parasites il y a deux ans. Elle a tout perdu et a fait faillite. *« Je n'avais aucune épargne ni aucun fonds d'urgence pour m'en sortir. Mais je n'ai pas abandonné, car la culture des algues, c'est toute ma vie »,* confie Diana.

Elle a tenté de reconstruire son exploitation, en l'agrandissant peu à peu. Ses efforts ont été récompensés. Aujourd'hui, sa production atteint 1,5 à 2 tonnes d'*Eucheuma Cottonii* et 80 kilogrammes d'algues Sakol à chaque récolte.

*« Je suis plus motivée aujourd'hui grâce à mes nouvelles compétences financières et à la nouvelle application numérique, qui m'aide à mieux produire. Mon objectif est de continuer à développer mon exploitation, et j'espère pouvoir ajouter 80 cordes supplémentaires d'*Eucheuma Cottonii*, ce qui augmenterait non seulement ma production mais aussi mes revenus pour faire vivre ma famille »,* explique-t-elle.

Diana se réjouit aussi que son fils aîné, diplômé de l'enseignement secondaire, suive désormais ses pas en devenant producteur d'algues. *« Mon fils a lui aussi participé aux formations, et il m'aide à gérer les finances de la famille pour que tous mes enfants aient un avenir meilleur. »*

1.4 Mobiliser la finance pour s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants

Le travail des enfants reste un problème persistant dans les chaînes d'approvisionnement africaines. Il est profondément lié à des facteurs structurels tels que la pauvreté, le manque d'accès à l'éducation, des normes sociales restrictives et la vulnérabilité aux chocs économiques. Selon les estimations récentes, plus de 85 % des enfants au travail en Afrique participent aux activités des premiers maillons des chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans les secteurs du cacao, du café, du coton, de l'or et du thé. Ces difficultés sont aggravées par un accès limité aux services financiers et aux marchés. Améliorer cet accès réduirait la dépendance des ménages vulnérables au travail des enfants et contribuerait à les sortir de la pauvreté.

Voici quelques enseignements tirés du projet « Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique » (ACCEL Africa), financé par le gouvernement des Pays-Bas, qui utilise la finance solidaire pour s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants.

Les prestataires de services financiers peuvent être des catalyseurs de changement systémique

Les prestataires de services financiers peuvent jouer un rôle déterminant dans la réduction du travail des enfants, en adoptant des politiques sensibles à cette problématique et en proposant des produits financiers adaptés aux besoins des ménages vulnérables. Par exemple, au Mali, le projet collabore avec l'association nationale des institutions de microfinance pour élaborer une charte destinée à intégrer des mécanismes de protection contre le travail des enfants dans les pratiques institutionnelles. Cette charte constitue une première étape essentielle. Après son adoption, l'objectif sera d'accompagner les institutions de microfinance dans la traduction de cette charte en politiques, processus et produits internes afin d'en garantir un impact durable.

De même, en [Côte d'Ivoire](#) et en [Ouganda](#), des discussions avec les différentes parties prenantes

visent à établir des politiques permettant au secteur financier de répondre efficacement aux risques liés au travail des enfants, tout en tenant compte des contextes et besoins locaux.

Les prestataires de services financiers peuvent contribuer à un changement systémique en influençant les pratiques en matière d'inclusion financière. Leurs politiques et produits ont un impact direct sur l'accès au crédit, à l'assurance et à l'épargne des populations vulnérables, et peuvent atténuer les pressions économiques qui conduisent au travail des enfants. En créant des produits financiers responsables et adaptés, et en adoptant des chartes de protection contre le travail des enfants, ils peuvent veiller à ce que leurs services ne contribuent pas, même indirectement, à ce problème.

Les associations villageoises d'épargne et de crédit peuvent favoriser un changement social bénéfique

Les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) constituent un levier efficace de lutte contre le travail des enfants à l'échelle locale. En favorisant l'inclusion financière et la diversification des moyens de subsistance, elles permettent aux communautés de réduire leur recours au travail des enfants. Par exemple, au Mali, certaines AVEC ont développé avec succès la production de savon en tant que chaîne de valeur secondaire liée au coton, offrant ainsi une source de revenus complémentaire aux femmes. En [Ouganda](#), une AVEC a initié un service de garderie pour soutenir les mères actives. En aidant ainsi les femmes qui travaillent et en soutenant le développement de chaînes de valeur secondaires, les AVEC diversifient les sources de revenus, réduisant ainsi les pressions économiques qui poussent les familles à employer leurs enfants.

L'innovation accélère les changements systémiques

Des produits financiers innovants comme les services financiers numériques peuvent accroître l'échelle et l'impact des initiatives de réduction du travail des enfants.

Des outils innovants, tels que la plateforme d'épargne ludique de [MobiPay](#) en Ouganda ou l'assurance indicelle agricole au Mali, apportent

des réponses sur mesure aux obstacles à l'inclusion financière. Ces outils permettent de lutter à la fois contre l'exclusion financière et contre la vulnérabilité aux chocs climatiques. Ils contribuent à réduire les risques économiques pour les familles, à favoriser l'adoption de pratiques durables par les communautés, et à diminuer le recours au travail des enfants comme mécanisme de survie face aux chocs économiques.

Une attention particulière doit être accordée à l'éducation numérique, qui est essentielle pour assurer l'adoption et l'utilisation effective de ces outils innovants.

Les partenariats public-privé, un levier pour accroître l'échelle et la durabilité

L'implication d'acteurs de niveau méso, comme le Conseil du café-cacao en Côte d'Ivoire ou le Mécanisme de refinancement des services financiers décentralisés (MEREF-SFD) au Mali, ainsi que des syndicats représentant les coopératives des chaînes de valeur (coton, café), permet d'accroître la portée et la durabilité des interventions de lutte contre le travail des enfants. Les partenariats public-privé permettent d'aligner les efforts des entreprises avec les stratégies nationales et de tirer le meilleur parti des ressources de chacun. Lorsqu'ils intègrent des solutions financières dans les chaînes de valeur, ces partenariats public-privé contribuent à générer un impact durable.

1.5 Inclusion financière en contexte de crise

Depuis 2011, le Liban accueille plus de 1,5 million de réfugiés syriens. Le pays compte le nombre de réfugiés par habitant le plus élevé au monde, ce qui met à rude épreuve les ressources nationales et exacerbe les tensions entre communautés. Depuis 2020 et la dévastatrice explosion du port de Beyrouth, le pays traverse une crise multidimensionnelle marquée par un effondrement économique et une instabilité politique. La livre libanaise a perdu plus de 90 % de sa valeur, entraînant une hyperinflation, des restrictions bancaires et une pauvreté généralisée. Le Liban souffre également de pénuries de carburant et d'infrastructures défaillantes. En 2024, l'invasion

israélienne a encore aggravé la situation, causant des pertes civiles, des déplacements de population, des destructions d'infrastructures et une crise humanitaire accrue, tant pour les réfugiés que pour la population libanaise.

À la suite de la crise économique et financière, qui a entraîné une interruption quasi totale du financement des PME – en particulier dans le secteur agricole – l'OIT et Al Majmoua, une institution de microfinance, ont expérimenté un modèle de financement mixte pour soutenir les agriculteurs libanais et réfugiés. Ce modèle visait à revitaliser le secteur de la microfinance et à créer des emplois. Avec l'appui financier de l'OIT, 418 agriculteurs ont bénéficié de prêts subventionnés pour un total de 1,33 million USD, permettant la création de près de 2 000 emplois (à durée déterminée et saisonniers) (**voir Encadré 9**). Le taux de remboursement, aussi bien pour les agriculteurs libanais que pour les réfugiés, était de 100 % en septembre 2024, ce qui a permis de réutiliser les fonds pour d'autres bénéficiaires.

Les principaux enseignements de ce projet pilote sont résumés ci-après.

Relancer le secteur de la microfinance est une étape cruciale

Dans les périodes post-crise et en situation de pénurie de liquidités, si le secteur peut accéder à des fonds, il est en bonne position pour contribuer à la relance économique. Il répond aux besoins réels des clients de la microfinance et soutient un développement durable, notamment dans le secteur agricole.

Un juste équilibre entre subventions et prêts est essentiel

Les subventions sont précieuses pour une reprise rapide après des crises destructrices, mais elles ne constituent pas une solution durable. Un modèle de financement mixte, associant aides et prêts, encourage les agriculteurs à reconstituer leur historique de crédit. Ils contribuent aux coûts tout en conservant une discipline de remboursement, ce qui facilite la transition vers des pratiques financières pérennes une fois les conditions du marché stabilisées.

La flexibilité est déterminante

Proposer des produits de prêt dotés d'une certaine flexibilité est essentiel pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires. La composante de subvention doit être gérée avec soin et progressivement supprimée pour maintenir l'engagement des clients et favoriser le renouvellement des prêts.

Combiner l'accès au financement avec des mesures réglementaires plus larges permet de favoriser des dynamiques d'emploi plus inclusives et plus formelles

Les interventions en faveur des réfugiés doivent être accompagnées d'un dialogue avec les décideurs politiques sur les questions juridiques et structurelles liées à l'inclusion économique des réfugiés. Sans ce plaidoyer, les efforts menés sur le terrain risquent d'avoir un impact limité, car des facteurs extérieurs (nouvelles réglementations, dynamiques sociopolitiques) peuvent compromettre les avancées.

La prestation de services non financiers suppose une approche différente de la part des institutions de microfinance

Contrairement à l'offre de services financiers, qui génère des revenus pour les IMF, la fourniture de services non financiers représente un coût. Des ressources spécifiques doivent y être consacrées afin d'en garantir la durabilité, en particulier dans les contextes où le secteur de la microfinance fait face à des difficultés financières.

Le renforcement des capacités doit faire partie intégrante des efforts

Dans les contextes où les institutions n'ont pas d'expérience de la fourniture de services financiers aux populations déplacées, il est essentiel de former les partenaires financiers au moyen du programme de l'OIT « La finance au service des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil ». Ce programme présente des enseignements et des outils très utiles pour développer des services financiers inclusifs de manière efficace.

► Encadré 9. Évaluation de l'impact des prêts d'Al Majmoua sur la viabilité des entreprises et la création d'emplois au Liban

Al Majmoua a évalué 221 entreprises (soit 53 % de l'échantillon cible) pour mesurer l'impact de ses prêts en termes de durabilité, de rentabilité et de création d'emplois. Les résultats montrent un faible taux de fermeture (8 %), 92 % des entreprises étant encore en activité malgré le contexte économique difficile. Si 85 % des entreprises étaient rentables, 75 % dépendaient de revenus complémentaires. Les prêts ont principalement servi à couvrir les dépenses de fonctionnement, mais 44 % ont financé des immobilisations, dont 21 % pour investir dans des pratiques respectueuses de l'environnement – un taux plus élevé que celui observé dans la microfinance traditionnelle.

Les agriculteurs ont été classés selon la taille de leur exploitation (micro, petite ou moyenne), les prêts les plus élevés (> 5 000 USD) étant corrélés à des revenus supérieurs. Plus de 45 % des prêts étaient de faible montant (entre 200 et 1 000 USD), un niveau qui traduit une approche prudente du risque. Près de 20 % des clients étaient des réfugiés syriens, confrontés à des difficultés liées à la situation géopolitique du Liban et aux obstacles à la régularisation de leur statut.

Le programme a soutenu 1 966 emplois, notamment dans l'agriculture, où les entreprises employaient en moyenne 12 travailleurs, dont plus de 70 % étaient des réfugiés syriens. Les principales difficultés rencontrées étaient liées à la faiblesse des marges bénéficiaires, à la volatilité des prix et à la hausse des coûts. Parmi les solutions évoquées figuraient la création de coopératives, l'ouverture à de nouveaux marchés, l'usage d'applications mobiles et le recours à l'énergie solaire. Les recommandations clés comprenaient l'extension du paiement saisonnier, l'augmentation du montant des prêts pour les exploitations de taille moyenne, et un meilleur équilibre entre prêts et subventions pour renforcer la viabilité à long terme.

1.6 Encourager une utilisation plus efficiente des services financiers grâce à l'éducation financière

Au sein du programme Finance solidaire de l'OIT, [l'éducation financière](#) reste un levier essentiel pour promouvoir l'inclusion financière, faciliter l'accès à un travail décent et renforcer la résilience économique. En 2024, nos initiatives ont souligné l'importance de l'adaptation de l'éducation financière aux réalités locales, de renforcer les capacités institutionnelles et d'intégrer l'éducation financière dans les stratégies de développement plus larges. Voici les principaux enseignements tirés de nos activités d'éducation financière cette année.

Comblar le déficit d'inclusion financière grâce à une éducation financière adaptée

L'accès aux services financiers ne suffit pas, à lui seul, à favoriser l'autonomisation économique : l'utilisation efficace des ressources

financières nécessite de l'éducation financière. Au-delà de la connaissance des produits financiers, il est important pour les bénéficiaires de développer leurs compétences afin de leur permettre de maximiser leurs opportunités, limiter leurs risques et savoir planifier leurs finances. L'éducation financière renforce l'impact de l'inclusion financière en favorisant une allocation judicieuse des ressources, des prises de décision éclairées et une relation de confiance entre les clients et les institutions financières.

Notre collaboration avec des institutions financières pour concevoir des produits financiers inclusifs est systématiquement accompagnée de formations permettant aux bénéficiaires de prendre des décisions financières éclairées, et ce dans divers contextes nationaux et régionaux. Le parcours de Muna Ali, originaire de Jimma (Éthiopie) et bénéficiaire du projet « Better Regional Migration Management » de l'OIT, illustre le pouvoir transformateur de l'éducation financière. Dans ce cas, la formation a permis l'utilisation adéquate d'un prêt et a contribué à établir un lien de confiance entre une banque et un groupe de clients perçu comme « à risque » (voir Encadré 10).

► Encadré 10. Le parcours de Muna Ali – L'éducation financière comme levier de relance entrepreneuriale

« Je m'appelle Muna Ali. Mon parcours a commencé au Soudan, où j'ai émigré, avant de partir en Libye où j'ai travaillé pendant plusieurs années. Il y a environ huit ans, j'ai tenté de rejoindre l'Italie, mais j'ai été arrêtée puis expulsée. De retour en Éthiopie, j'ai travaillé dans la vente au détail, puis ouvert un petit café. Malheureusement, en raison du projet de développement du corridor routier, mon commerce a été démoli, me laissant une fois de plus sans solution.

C'est alors que j'ai entendu parler d'un nouveau produit de prêt de la Siinqee Bank, destiné aux personnes de retour de migration comme moi. Mme Gemedu, chargée de clientèle, m'a expliqué les modalités. Mais avant de pouvoir accéder au prêt, je devais suivre une formation en éducation financière proposée par l'OIT. Cette formation m'a permis d'acquérir des connaissances pratiques sur la gestion du budget, le remboursement d'un prêt et comment utiliser au mieux ces revenus. Elle m'a donné confiance en moi et m'a aidée à prendre de meilleures décisions financières.

Ensuite j'ai fait ma demande de prêt et, à mon grand soulagement, il m'a été accordé rapidement. Grâce à ces fonds, j'ai pu reconstruire mon café dans l'espace que j'avais, et relancer mon activité. Je suis profondément reconnaissante à la Siinqee Bank pour le soutien que j'ai reçu grâce au système de prêts de groupe, et pour m'avoir permis de suivre cette formation. La combinaison de l'éducation financière et du prêt a tout changé en me permettant de poursuivre mon parcours d'entrepreneure.

Renforcer les compétences financières par l'éducation numérique

L'éducation numérique financière est une composante centrale de l'éducation financière moderne : elle aide les individus à se repérer dans les services financiers numériques et à prendre des décisions éclairées dans une économie de plus en plus numérisée. L'OIT l'a intégrée à ses modules de formation, en utilisant des méthodes pédagogiques expérientielles comme des simulations de transactions mobiles. En abordant la banque mobile, les paiements numériques et les outils financiers en ligne, le programme permet aux participants de gagner en confiance et de se familiariser avec les outils numériques. Cette approche permet de renforcer l'aptitude au numérique, d'améliorer la compréhension du système financier et d'encourager le recours aux services financiers formels.

Favoriser la résilience climatique grâce à l'éducation financière

Dans les régions les plus exposées au changement climatique, l'éducation financière aide les populations à adopter des pratiques financières qui soutiennent leur résilience. En Iraq, le projet « Private Sector Development for Green Businesses » de l'OIT a combiné éducation financière et préparation aux risques climatiques, en mettant l'accent sur l'épargne de précaution et sur des outils comme les prêts verts ou l'assurance agricole. Des sessions de formation adaptées ont permis aux participants de mieux gérer leurs ressources en période de sécheresse ou dans le contexte d'autres événements climatiques, démontrant ainsi que l'éducation financière peut favoriser l'adaptation au changement climatique et la résilience.

Reconnaître le rôle moteur des institutions financières dans l'éducation financière

Les institutions financières peuvent jouer un rôle moteur dans la promotion de l'éducation financière en l'intégrant à leurs services. En Éthiopie, dans le cadre du projet [PROSPECTS](#), l'OIT a travaillé avec l'association locale de microfinance, l'AEMFI, pour former des chargés de crédit à devenir formateurs en éducation financière. Les prestataires de services financiers ont observé

un meilleur engagement des clients, une amélioration des taux de remboursement et une plus grande fidélisation, tandis que les bénéficiaires ont acquis des compétences en matière d'emprunt responsable, d'épargne d'urgence et de planification financière à long terme, renforçant ainsi leur résilience et leur confiance.

Ancrer l'éducation financière dans les politiques nationales

Pour garantir la pérennité et l'impact à long terme des programmes d'éducation financière, leur appropriation par les institutions nationales est indispensable. Les banques centrales et les réseaux nationaux d'éducation financière jouent un rôle essentiel pour intégrer l'éducation financière dans les stratégies et les cadres nationaux sur l'inclusion financière.

En 2024, l'OIT a collaboré avec des institutions en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Mozambique, en Tunisie, en Ouganda et au Zimbabwe pour mettre en œuvre des cadres nationaux, renforcer les capacités locales et promouvoir les partenariats public-privé. Les banques centrales ont coordonné ces actions, en intégrant l'éducation financière dans les plans de développement pour toucher des publics plus larges.

Les enseignements tirés en 2024 soulignent le rôle croissant de l'éducation financière comme catalyseur d'inclusion sociale et de résilience économique. À l'avenir, l'innovation continue et le soutien institutionnel seront essentiels pour étendre notre impact et permettre aux individus de construire un avenir financier plus sûr.

1.7 Collaborer avec les partenaires sociaux

L'un des traits distinctifs du travail de l'OIT en matière d'inclusion financière est l'implication des organisations d'employeurs et de travailleurs, appelées partenaires sociaux. Les syndicats et les organisations d'employeurs jouent un rôle déterminant dans le monde du travail, en défendant les intérêts de leurs membres et en traitant les problèmes par le dialogue social. Comme pour toute organisation fondée sur l'adhésion, il est essentiel que les membres tirent un bénéfice concret de leur appartenance. Dans

de nombreux pays, les partenaires sociaux proposent des services financiers et/ou une éducation financière parmi les prestations utiles à leurs membres.

Travailleurs

En Indonésie, l'OIT a collaboré avec Evermos, une start-up de commerce électronique reconnue, pour proposer une formation à l'entrepreneuriat numérique aux familles de syndiqués ayant perdu leur emploi. Cette formation leur a offert l'opportunité de démarrer une activité commerciale en ligne avec un capital de départ très limité. Les participants étaient issus des six confédérations syndicales, et selon les données fournies par Evermos, 12 % d'entre eux vendent désormais activement des produits via la plateforme numérique.

Au-delà de leur rôle d'accompagnement en matière d'accès aux services financiers et à la formation, les syndicats peuvent jouer un rôle clé dans la promotion d'autres aspects de l'agenda de finance solidaire de l'OIT. Par exemple, les organisations de travailleurs ont contribué de manière significative à sensibiliser leurs membres à la question de la numérisation des salaires, en favorisant les discussions sur ce sujet. Nous avons identifié et partagé les bonnes pratiques pour garantir que les travailleurs soient consultés et informés, pour promouvoir des pratiques bancaires responsables et pour encourager la mise en place de cadres solides de protection des consommateurs. Un [représentant de la Confédération syndicale internationale](#) a salué cette approche, soulignant que le paiement numérique responsable des salaires accroît la transparence des salaires, favorise la

formalisation de l'emploi et renforce les droits des travailleurs. Il a également insisté sur le rôle essentiel que doivent jouer les organisations syndicales dans ce processus.

Employeurs

Toujours en Indonésie, l'OIT collabore avec l'association d'employeurs APINDO pour certifier certains membres du personnel en tant que formateurs sur les modules de formation de l'OIT en « éducation financière et entrepreneuriat ». Grâce à cette expertise, l'association pourra proposer ces formations à ses membres en tant qu'avantage offert ou prestation de service payante.

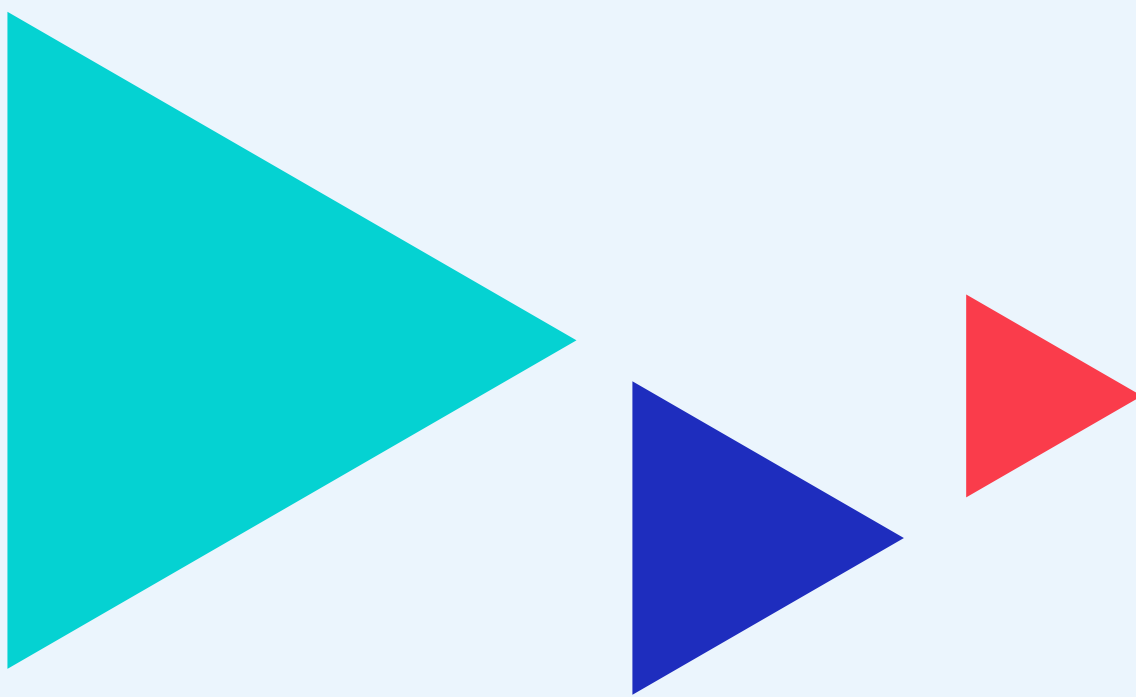
Les organisations d'employeurs promeuvent également le paiement numérique des salaires auprès de leurs membres et futurs membres. En collaboration étroite avec la Confédération des employeurs des Philippines (ECOP), les chambres régionales de commerce et d'industrie du Pérou, l'Association du textile, de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage du Cambodge (TAFTAC) et l'APINDO en Indonésie ([voir Encadré 11](#)), nous avons déployé notre programme de formation sur la numérisation responsable du paiement des salaires à destination des entreprises. Leur implication dans l'identification des entreprises concernées, leur mobilisation et leur accompagnement tout au long de cette transition a été déterminante. L'intégralité du contenu de la formation a été transférée à l'ECOP aux Philippines et à la TAFTAC au Cambodge, qui disposent toutes deux d'équipes de formation dédiées. Le processus est toujours en cours pour l'APINDO en Indonésie et pour les chambres de commerce au Pérou.

► Encadré 11. Témoignage – Shinta Widjaja Kamdani, présidente de l'APINDO



► L'APINDO considère que la transition du paiement en espèces vers le paiement numérique des salaires, lorsqu'elle est menée de manière responsable, a un impact large et significatif aussi bien pour l'entreprise que pour les salariés.

Nous insistons sur l'importance de renforcer les capacités des PME afin qu'elles puissent se préparer efficacement à cette transition.





2. Développer les marchés de l'assurance d'impact

L'assurance joue un rôle fondamental dans le renforcement de la résilience d'une société, car elle protège les individus et les entreprises contre les conséquences d'événements imprévisibles. Du point de vue de l'OIT, il est essentiel de gérer les risques efficacement pour éviter l'interruption des activités productives. Malgré les avancées notables réalisées au cours des vingt dernières années en matière d'extension de la couverture d'assurance à des marchés peu desservis, il existe encore un déficit d'offre pour les petites entreprises, les petits exploitants agricoles, les ménages à faible revenu et d'autres segments de marché sous-desservis, notamment les femmes. Dans un contexte marqué par les menaces croissantes liées au changement climatique, l'assurance contre les pertes, les dommages et les décès devient plus important que jamais.

En 2024, nous avons poursuivi nos efforts pour améliorer l'accès à des solutions d'assurance pertinentes, en collaborant avec des gouvernements, des bailleurs de fonds, des praticiens et

des chercheurs. Ils portent entre autres sur l'analyse des obstacles qui freinent l'entrée des assureurs sur ces marchés, l'identification des bonnes pratiques pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes en matière de couverture, et l'examen des partenariats public-privé afin d'en déterminer les structures les plus adaptées.

2.1 Impact de l'assurance inclusive : une revue de la littérature

En collaboration avec des chercheurs des universités de Liverpool, York, Lausanne et de l'Université de Californie à Davis, nous avons entrepris de passer en revue la littérature académique des dix dernières années pour déterminer s'il existe des données probantes sur l'impact social de l'assurance inclusive. Les [résultats de cette revue](#) indiquent que les dispositifs d'assurance d'impact

ont démontré leur potentiel significatif pour renforcer la sécurité financière, améliorer la santé et le bien-être, favoriser la croissance économique et renforcer la résilience face aux risques climatiques et d'autres risques, en particulier pour les populations peu ou pas couvertes. Les principales conclusions sont les suivantes :

- **L'assurance d'impact influe sur la production agricole** en assurant l'accès aux intrants, en stimulant l'innovation et en favorisant la croissance économique, ce qui accroît la productivité et la durabilité. Des preuves solides montrent que le fait d'avoir ou non une assurance – ou de la perdre – modifie les comportements face au risque. Grâce à l'assurance, les producteurs investissent davantage dans les intrants agricoles, ce qui augmente les rendements.
- **Les dispositifs d'assurance d'impact ont des effets variés, directs et indirects, sur la santé et le bien-être.** Les plans d'assurance agricole, par exemple, améliorent l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire en milieu rural, tandis que les systèmes communautaires d'assurance santé réduisent la mortalité, notamment chez les enfants de moins de cinq ans. De manière générale, l'OIT promeut une approche fondée sur les droits fondamentaux d'accès aux soins de santé, à travers la couverture santé universelle.
- **Les mécanismes de finance inclusive**, de la microassurance aux prêts des coopératives, ont **différents effets sur les stratégies d'adaptation des ménages**. Ils contribuent à atténuer le travail des enfants, influencent les comportements d'emprunt, protègent les actifs et orientent les dépenses en matière d'éducation et de consommation, autant d'effets qui illustrent leur rôle clé dans le renforcement de la résilience et de la stabilité financière des ménages.
- **L'assurance inclusive permet de préserver les actifs**, d'augmenter les revenus et l'épargne, notamment en milieu rural, favorisant la résilience économique et la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, l'assurance climatique indiciaire stimule la productivité agricole et limite les risques financiers liés au climat. Ces dispositifs

contribuent à la stabilité financière et à un accès équitable aux services essentiels.

- **Les initiatives d'assurance inclusive soutiennent plusieurs Objectifs de développement durable (ODD).** Elles contribuent à l'éradication de la pauvreté (ODD 1) en fournissant un filet de sécurité financière ; renforcent la résilience des communautés rurales, et donc la sécurité alimentaire à long terme (ODD 2) ; améliorent les résultats en matière de santé (ODD 3) en facilitant l'accès au financement des soins de santé ou des coûts indirects ; autonomisent les femmes (ODD 5) grâce à des produits adaptés ; soutiennent la croissance économique (ODD 8) en réduisant les risques pour les petits agriculteurs et entrepreneurs ; et appuient l'action climatique (ODD 13) en renforçant la résilience face aux risques climatiques.

2.2 Débloquer l'offre d'assurance inclusive

Dans le cadre du projet « Improving the Viability and Value of Inclusive Insurance », soutenu par la Generation Foundation et réalisé en collaboration avec le Microinsurance Network, nous avons mené en 2024 une recherche pour comprendre les obstacles qui dissuadent les assureurs de servir les segments de marché mal desservis, alors même que de nombreux pays disposent déjà d'un modèle économique d'assurance inclusive éprouvé. Par ailleurs, tout assureur souhaitant améliorer la composante sociale de ses critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) peut trouver dans le développement de son offre d'assurance inclusive un levier évident. Alors, quels sont les freins qui retiennent les assureurs ?

Les entretiens réalisés auprès d'assureurs classiques n'offrant pas d'assurance inclusive, ainsi qu'avec des leaders du marché de l'assurance inclusive, ont révélé d'importants obstacles perçus, mais aussi des solutions. Les cinq principaux enseignements tirés de cette recherche sont résumés dans l'**Encadré 12**.

► **Encadré 12. Cinq enseignements clés des leaders du marché de l'assurance inclusive pour surmonter les obstacles réels et perçus à l'offre d'assurance inclusive**

1. **Rentabilité** : Réajuster les attentes de rentabilité et se concentrer sur la durabilité. La plupart des assureurs non-participants conviennent que l'assurance inclusive peut être rentable, mais que l'horizon temporel est plus long que prévu. Il faut ajuster ses attentes à une durée de trois à cinq ans et s'y tenir – cela en vaut la peine et, si les produits sont bien conçus, c'est une victoire pour tous !
2. **Partenariats** : Être stratégique dans les partenariats, notamment les partenariats de distribution, afin de maintenir des coûts opérationnels bas, en combinant technologie et agents traditionnels. Réussir la distribution est l'un des aspects les plus importants pour le succès de l'assurance inclusive.
3. **Ressources humaines** : Investir dans les bonnes personnes dotées des compétences adéquates. Les capacités techniques en assurance inclusive ou microassurance peuvent être développées, par exemple via l'Impact Insurance Academy de l'OIT.
4. **Étude de clientèle** : Une connaissance approfondie des nouveaux groupes de clients est essentielle. Comprendre leur travail, leur vie financière, leurs risques, leurs modes de communication préférés – langues et moyens – ainsi que leur niveau d'éducation financière et leur environnement, fait toute la différence pour créer de la valeur. Il ne faut pas négliger cette étape importante. Le design centré sur l'humain d'avère très efficace.
5. **Réglementation** : Elle peut parfois être incohérente, absente ou constituer un frein par sa complexité. Encourager les régulateurs à suivre des formations, comme celles proposées par Access to Insurance Initiative sur la microassurance, peut avoir un impact positif, tout comme favoriser les échanges entre pays ayant déjà développé des cadres réglementaires. Les *regulatory sandboxes* peuvent également être utiles tant pour les assureurs que pour les régulateurs.

2.3 Réduire l'écart de protection entre les hommes et les femmes

En collaboration avec le programme « Women's Insurance » de IFC, nous poursuivons notre travail pour réduire l'écart de protection entre les sexes et sensibiliser le secteur de l'assurance aux opportunités que représentent les femmes, en tant que clientes et employées, à travers notre communauté de pratique conjointe.

La Communauté de pratique pour les femmes IFC-OIT, également connue sous le nom de

#In4Women, est un programme d'un an visant à sensibiliser aux besoins spécifiques des femmes en matière d'assurance. Elle aide les entreprises à répondre aux lacunes du marché, tout en leur permettant de saisir au mieux les opportunités économiques qu'offre ce segment. Ce programme comprend des webinaires, des sessions de formation, un [guide récent](#), ainsi qu'un accompagnement personnalisé. La CoP favorise également la mise en réseau et les échanges entre pairs.

En 2024, nous avons achevé notre collaboration avec la deuxième cohorte de la communauté de pratique, et nous nous réjouissons de l'impact croissant de ces efforts ([voir Encadré 13](#)).

► **Encadré 13. Histoire d'impact – Société de coopération pour le développement international – SOCODEVI, Projet RÉSILIENCE, Sénégal**

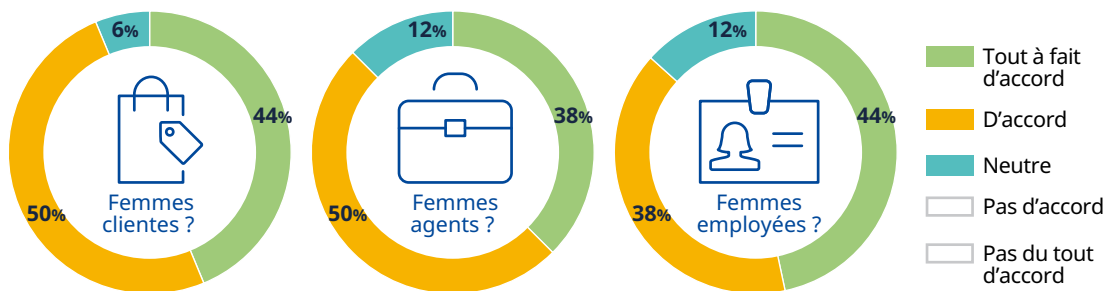
La SOCODEVI a adopté une approche centrée sur l'humain pour mieux cerner les effets différenciés des risques agricoles sur les femmes et les hommes. À partir des enseignements tirés dans le cadre de la communauté de pratique (CoP), cette organisation à but non lucratif a mis en œuvre un projet visant à favoriser l'autonomie économique des femmes membres des groupements agricoles en Casamance rurale, au Sénégal. Elle a accompagné 7 000 femmes issues de 150 groupements de femmes dans l'accès à des services financiers, notamment à une assurance contre les risques agricoles tenant compte des spécificités de genre. D'autres exemples figurent dans notre [note](#).

Les deux premières cohortes ont rassemblé 86 participants issus de 39 entreprises dans 26 pays. Les résultats de l'enquête de satisfaction menée auprès de la deuxième cohorte indiquent que la majorité des participants ont modifié leur

approche à l'égard des femmes, qu'il s'agisse de clientes, d'agents ou de salariées, grâce aux recommandations pratiques proposées au cours du programme (voir Figure 2).

Figure 2. Nouvelles approches vis-à-vis des femmes adoptées par les membres des deux premières cohortes de la Communauté de pratique pour les femmes IFC-OIT

Q. Suite à sa participation à la CoP, votre entreprise a-t-elle changé son approche stratégique vis-à-vis des :



En novembre 2024, nous avons [lancé la troisième cohorte de la CoP](#), avec un nouveau groupe d'organisations du secteur de l'assurance motivées pour s'engager à mieux répondre aux besoins des femmes en matière d'assurance et à devenir de meilleurs employeurs pour les femmes.

2.4 Partenariats public-privé et développement du marché

En 2024, nous avons poursuivi notre collaboration avec les gouvernements pour promouvoir les partenariats public-privé dans le domaine de l'assurance inclusive, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD). De plus en plus, les gouvernements recourent à l'assurance pour atteindre des objectifs de politique publique, en particulier en matière de sécurité alimentaire et

d'adaptation au changement climatique. Plusieurs approches sont utilisées pour développer le marché de l'assurance : intégrer l'assurance aux politiques agricoles, soutenir les programmes naissants pour les aider à se développer à plus grande échelle, agir en tant que facilitateurs indépendants et crédibles, ou encore inciter les acteurs privés à participer, notamment en fournissant des subventions, de la réassurance ou en contribuant à créer des pools d'assureurs.

Nos recherches sur ce sujet ont permis d'identifier trois principaux modèles d'organisation des assureurs pour mettre en œuvre les régimes nationaux. Le premier est le modèle d'attribution individuelle : le risque est conservé par chaque compagnie d'assurance, qui est responsable de la mise en œuvre du programme dans certaines zones géographiques définies par appels d'offres. Dans ce cas, les assureurs développent

leurs produits sur la base de lignes directrices établies par le gouvernement.

Le deuxième est le modèle de mutualisation des risques : le risque est mutualisé au sein d'un organisme ou d'un fonds, géré soit par un groupe d'assureurs, soit par une entité distincte. Les produits sont conçus et finalisés par le gestionnaire du pool au nom de l'ensemble.

La troisième approche est celle du consortium : le risque est réparti entre les compagnies d'assurance membres d'un consortium, selon un mécanisme défini (par exemple, une répartition géographique ou un système ouvert à tous). Les produits sont développés par l'assureur chef de file ou l'entité responsable du consortium, et les activités sont mises en œuvre par chaque membre dans les régions qui lui sont attribuées.

En collaboration avec l'AFD, nous accompagnons les gouvernements et les assureurs qui mettent en œuvre ces différentes approches ; nous avons synthétisé leurs enseignements dans un module

de formation (**voir Encadré 14**). Voici quelques exemples de partenariats public-privé (PPP) développés dans le cadre de notre projet :

- des régimes nationaux mis en œuvre par le secteur privé, avec une coordination assurée par le ministère et le régulateur (Rwanda) ;
- un gouvernement provincial mettant en œuvre les régimes nationaux et faisant appel au secteur privé pour la distribution (comté de Kisumu, Kenya) ;
- une compagnie d'assurance co-détenue par l'État et le secteur privé (Sénégal) ;
- la création d'une entité chargée de soutenir un consortium pour renforcer les capacités du secteur (Ghana) ;
- des intermédiaires accompagnant les secteurs public et privé dans le développement des marchés de l'assurance (Bénin et Côte d'Ivoire).

► Encadré 14. Diffuser les enseignements par la formation

À partir des leçons tirées de nos projets axés sur les partenariats public-privé (PPP) au Rwanda, au Ghana, en Ouganda, au Kenya et au Sénégal – ainsi que de l'analyse de PPP d'assurance plus matures, comme ceux observés en Inde et en Espagne – nous avons finalisé en 2024 un module de formation intitulé « Partenariats public-privé dans l'assurance inclusive », que nous avons ensuite testé sur le terrain. Ce module vise à donner aux parties prenantes les moyens de créer des partenariats public-privé à fort impact, capables de promouvoir le développement social et économique grâce à l'assurance inclusive.

La formation initie les participants aux principes fondamentaux des PPP, en insistant sur leur utilité dans le domaine de l'assurance inclusive. Elle explique quand et comment les PPP peuvent être utilisés efficacement, leurs avantages et défis, les différents modèles existant dans le monde, ainsi que l'importance de disposer de cadres clairs pour leur mise en œuvre. À l'issue de deux jours de formation, les participants repartent avec une méthode en quatre étapes pour concevoir des PPP dans l'assurance inclusive, étayée par des exemples concrets.

La formation a d'abord été testée lors de la session 2024 de l'Impact Insurance Academy, où elle a été proposée comme module optionnel à une dizaine de participants. Elle a ensuite été proposée en novembre 2024 en Ouganda, en collaboration avec notre partenaire local, l'Insurance Training College (ITC Uganda), et a réuni 30 participants issus d'institutions publiques et privées..

2.5 Renforcer les capacités des institutions de microfinance pour accroître la résilience des PME grâce à l'assurance

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont exposées à un éventail plus large de risques que les grandes entreprises, mais restent difficiles à atteindre pour le secteur de l'assurance traditionnelle, car elles sont difficiles à agréger. Cette année, nous avons poursuivi notre appui aux institutions de microfinance afin qu'elles intègrent des solutions de gestion des risques dans leur portefeuille, dans le cadre de notre partenariat avec PROPARCO, la branche de financement du secteur privé du groupe AFD, et la Fondation Grameen Crédit Agricole.

Notre partenaire au Bénin, la COMUBA, participe à l'expérimentation d'un régime d'assurance-récolte mis en place par le gouvernement à destination des producteurs de riz. Au Mali, notre partenaire RMCR a lancé un nouveau programme d'assurance-récolte. Au Sénégal, VisionFund introduit un produit d'assurance hospitalisation pour ses emprunteurs. Outre l'appui au développement de ces produits, nous avons travaillé étroitement avec les partenaires pour mettre en place des outils de mesure de la performance qui aideront à intégrer l'assurance dans les activités du personnel des institutions de microfinance. Notre collaboration avec ces institutions a mis en évidence la nécessité d'un renforcement progressif des capacités sur la durée, par le biais de formations longues, afin de consolider les compétences du personnel, des agents et des formateurs.

Notre travail avec l'institution de microfinance Chamroeun, notre partenaire au Cambodge, a montré que les institutions de microfinance avaient l'opportunité de jouer un rôle clé dans le développement du secteur de l'assurance agricole dans le pays. Elles peuvent notamment intervenir de manière active dans les aspects opérationnels de la mise en œuvre des produits d'assurance. L'un des obstacles reste cependant les directives réglementaires en vigueur au Cambodge, qui limitent le nombre d'activités que peuvent exercer les agents référents.

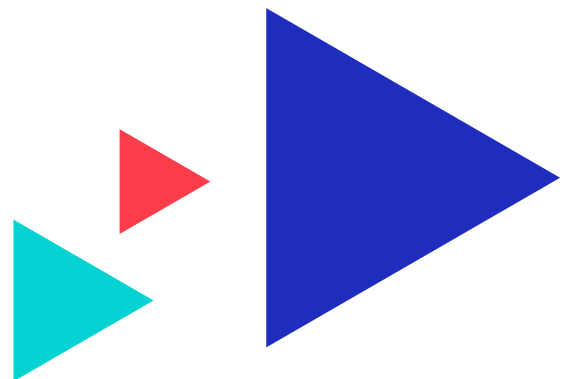
2.6 Renforcement des capacités en matière d'assurance d'impact

Dans le cadre de sa mission de développement des marchés de l'assurance à l'échelle mondiale, le Programme Impact Insurance de l'OIT a mis en œuvre deux programmes mondiaux de renforcement des capacités en 2024, en partenariat avec le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT) : « Seguros para el Desarrollo » et « Impact Insurance Academy ». Ces programmes visaient à combler des lacunes critiques de connaissances dans le secteur, en dotant les professionnels de l'assurance de compétences et d'outils nécessaires pour concevoir des solutions d'assurance viables susceptibles de favoriser le développement social et économique.

Le programme « Seguros para el Desarrollo » a été dispensé en ligne sur une période de cinq semaines, du 27 mai au 28 juin 2024, suivant une combinaison d'apprentissage autonome et d'activités collectives, telles que des webinaires et des discussions modérées. Il a réuni 24 participants hispanophones originaires notamment d'Argentine, de Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, d'Italie, du Nicaragua, du Pérou et d'Uruguay.

La session de l'Impact Insurance Academy a offert une expérience plus intensive, avec des séances plénières et des modules optionnels en présentiel du 30 septembre au 4 octobre 2024 à Turin, en Italie. Elle a rassemblé 31 participants venus du monde entier : Argentine, Arménie, Belgique, Cambodge, Canada, Îles Caïmans, Côte d'Ivoire, Ghana, Inde, Indonésie, Italie, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Luxembourg, Mexique, Namibie, Népal, Nigeria, Pakistan, Territoire palestinien occupé, Afrique du Sud et Türkiye.

Voir l'Encadré 15 pour quelques témoignages de participants.



Nous remercions l'Initiative pour l'accès à l'assurance, la Fondation Munich Re, le Fonds d'investissement InsurResilience, le Microinsurance Network,

la Société financière internationale, l'AFD et AXA pour leur confiance et leur soutien à ces initiatives.

► Encadré 15. Impact Insurance Academy : témoignages de participants

“*L'une des plus belles semaines de ma vie. Nous ne sommes plus des rêveurs isolés à l'intérieur d'une industrie traditionnelle. Nous formons une famille qui réaffirme notre mission : ne laisser personne de côté, mutualiser les risques et améliorer la qualité de vie grâce à l'assurance. J'éprouve de la reconnaissance pour l'organisation de ce cours, de l'admiration pour les formateurs, et de la fierté envers les collègues que j'ai rencontrés.*

– **Belén Gómez**, Directrice, Rio Uruguay Cooperativa de Seguros Limitada

“*J'ai acquis des connaissances précieuses sur le rôle de l'assurance dans le développement social et économique. J'ai compris le pouvoir transformateur de l'assurance pour protéger les populations vulnérables face aux imprévus, et leur permettre de saisir des opportunités avec plus de confiance. De l'assurance agricole pour relever les défis climatiques à l'assurance santé pour garantir l'accès aux soins essentiels, l'impact de l'assurance sur l'amélioration des conditions de vie et la croissance inclusive est incontestable.*

– **Heather Timothy**, Coordinatrice régionale, Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility SPC

“*Un puissant rappel que l'assurance peut être performante et bénéfique pour la société ; pour qu'elle atteigne son plein potentiel, elle doit combiner trois éléments : un accès facilité à des solutions adaptées aux besoins des clients, un processus de souscription sans stress et un cadre réglementaire favorable à l'innovation.*

– **Francesca Bertolo**, Conseillère politique principale, Insurance Europe





3. Investissement durable

À la fin de l'année 2024, il était évident que des investissements bien plus importants seraient nécessaires pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et que stimuler ces investissements restait une priorité absolue : les déficits de financement du développement durable sont de taille et continuent de croître. Ils ont augmenté de plus de 50 % par rapport à la période précédant la pandémie, selon le rapport 2024 sur le financement du développement durable des Nations Unies ([2024 Financing for Sustainable Development Report](#)). Le fait que de nombreux pays n'aient pas accès à un financement abordable alimente la crise du développement durable et compromet les ODD ainsi que les efforts en matière d'action climatique.

En 2024, notre travail sur l'investissement durable s'est adressé à une diversité d'investisseurs et à leurs réseaux, ainsi qu'aux décideurs politiques susceptibles de créer un environnement favorable. Notre objectif était d'accélérer les investissements durables tout en renforçant les capacités des investisseurs en la matière. Deux axes ont structuré notre action : élargir les approches de gestion des

risques ESG en encourageant les investisseurs à s'assurer qu'ils génèrent un impact social positif, et intégrer les dimensions sociales dans la finance de transition. La dimension de la transition juste a occupé une place importante dans les processus internationaux liés à l'action climatique, notamment dans le cadre du Programme pour une transition juste conduit par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) lors des négociations climatiques de 2024, où les questions de financement ont occupé une place importante. Ces processus reconnaissent désormais le rôle central de la finance dans la transition vers des économies bas-carbone.

3.1 Collaborer avec les investisseurs

En 2024, notre travail avec les investisseurs a porté sur une variété d'instruments financiers, notamment les fonds d'investissement d'impact, les instruments de garantie, les contrats à impact social

et les prêts à impact (dont le taux est indexé sur des critères de durabilité).

Investissement d'impact

En partenariat avec le principal partenaire de l'OIT dans le domaine de l'investissement d'impact, le [Fonds d'investissement pour l'agriculture et le commerce en Afrique](#) (AATIF), nous avons tiré des enseignements de notre travail conjoint sur la mesure de l'impact en matière de développement. Cela nous a permis d'ajuster notre méthodologie d'évaluation pour les entreprises agroalimentaires, les commerçants et les institutions financières, et de développer un ensemble d'outils pour réaliser des évaluations rapides des institutions financières. En outre, grâce à une année supplémentaire

de données, nous avons pu confirmer que la mise en place et l'amélioration de systèmes de gestion sociale et environnementale constituaient les moyens les plus efficaces pour les entreprises agroalimentaires et les commerçants de générer un impact de développement supplémentaire, y compris en matière d'emploi.

Les évaluations rapides menées en 2024 ont démontré l'intérêt d'investir dans la recherche. Ces évaluations permettent à un tiers indépendant de vérifier les données déclarées par les entreprises et d'identifier des changements dans les opérations ou les chaînes d'approvisionnement qui pourraient passer inaperçus pour les investisseurs, en particulier lorsque ceux-ci ne sont pas présents localement ([voir Encadrés 16 et 17](#)).

► Encadré 16. NSIA Banque, en Côte d'Ivoire, renforce son empreinte agricole avec le soutien de l'AATIF

L'évaluation rapide a révélé que l'investissement de l'AATIF dans NSIA Banque, initié en 2019 sous la forme d'un prêt de 17,5 millions EUR, avait permis à la banque d'étendre ses activités dans le secteur agricole : elle avait atteint environ 200 nouveaux clients professionnels et enregistré un taux de croissance annuel de 10 % de son portefeuille de prêts agricoles. Les prêts de NSIA ont favorisé une croissance significative des activités des négociants et transformateurs opérant dans les chaînes de valeur du café, du riz et du cacao. Ces clients ont connu une hausse de leur chiffre d'affaires, des volumes échangés, ainsi que des investissements dans les unités de production et les entrepôts. En outre, l'évaluation a montré que l'engagement de l'AATIF avait induit un changement de culture au sein de la banque en faveur de la durabilité, soutenu par la mise en place d'un système de gestion sociale et environnementale. Autre effet positif, ce système a contribué à sensibiliser les clients aux bonnes pratiques de durabilité, et a conduit à l'amélioration de la gestion environnementale et de la conformité à la législation du travail. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

► Encadré 17. L'investissement de l'AATIF dans BancABC soutient des services innovants pour les agriculteurs au Zimbabwe, contribuant à améliorer les rendements et les revenus et à créer des emplois

L'évaluation rapide de BancABC a montré qu'un investissement durable avait permis de développer des services innovants à destination des agriculteurs au Zimbabwe, avec pour effet une augmentation des rendements et des revenus, ainsi que des créations d'emplois. En 2013, l'AATIF et BancABC ont conclu un accord de partage des risques d'un montant de 25 millions USD afin de renforcer le financement agricole en Afrique australe. À l'époque, la banque faisait partie d'ABC Holdings, société mère de banques opérant au Botswana, au Mozambique, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Le financement du secteur agricole était alors une activité émergente pour BancABC, que la banque cherchait à développer avec le soutien de l'AATIF.

BancABC a mis en place un mécanisme innovant d'inclusion des petits agriculteurs dans la chaîne de valeur du sucre au Zimbabwe : elle leur a accordé des prêts adossés à une garantie d'achat fournie par une sucrerie de référence, sans exiger de garanties supplémentaires. Ce modèle de financement innovant, combiné à une formation aux pratiques agricoles adaptées au changement climatique, a permis d'atteindre 500 agriculteurs (dont 22 % de femmes) et d'augmenter considérablement leurs rendements et leurs revenus. Les rendements moyens sont passés de 40 tonnes par hectare à plus

de 90 tonnes, et les surfaces cultivées sont passées de 5 à plus de 15 hectares par agriculteur. Le chiffre d'affaires par exploitant a bondi de 13 500 USD à plus de 78 000 USD. De plus, ce financement a permis la création de 989 emplois équivalents temps plein, dont 200 pour des femmes, entraînant un renforcement significatif de l'emploi local. Cliquez [ici](#) pour en savoir plus.

Dans le cadre d'un projet d'assistance technique de l'AATIF, nous avons également collaboré avec le Fonds commun pour les produits de base (CFC) afin de soutenir une analyse des risques climatiques menée par une banque nigériane. Ce projet visait à renforcer la compréhension par la banque des impacts du changement climatique sur son portefeuille de prêts, et à atténuer les risques potentiels identifiés, conformément aux [recommandations formulées par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques](#) (« Task Force on Climate-related Financial Disclosures »). L'analyse portait à la fois sur les risques de transition, y compris les émissions de scope 3 (émissions indirectes en amont et en aval), et sur les risques physiques liés à sept aléas climatiques. Cette évaluation figure parmi les plus complètes réalisées par une banque de la région et constitue ainsi un exemple pionnier d'évaluation des risques climatiques pour les institutions financières en Afrique. Ces résultats ont contribué à l'élaboration de la stratégie de la banque en matière de risques climatiques, ainsi qu'à son plan d'action associé.

Contrats à impact social

Les activités liées à la conception du tout premier contrat à impact social visant à réduire le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire se sont achevées en 2023. Grâce à une large concertation avec les parties prenantes, y compris les autorités gouvernementales ivoiriennes et les organisations de travailleurs et d'employeurs concernées, nous avons élaboré un modèle d'intervention et défini des indicateurs qui pourraient servir de base aux instruments de financement basés sur les résultats dans le pays. Nous avons poursuivi la diffusion des enseignements, notamment lors d'un [webinaire conjoint](#) organisé avec le Fonds commun pour les produits de base. Le partage de connaissances et la recherche de financements pour le lancement du contrat se poursuivront en 2025.

Instruments de garantie

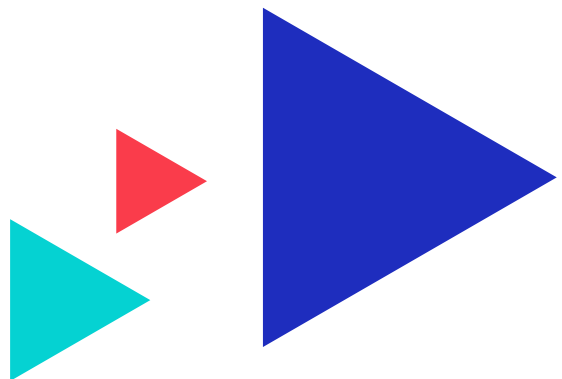
Les garanties financières encouragent les banques et autres investisseurs à financer les petites entreprises. Elles facilitent les investissements qui contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer les résultats sociaux.

L'[Agence suédoise de développement international](#) (Sida) propose des instruments de garantie depuis une dizaine d'années. Mesurer et gérer l'impact de ces dispositifs est un processus complexe, qui nécessite une approche systématique.

Après deux années consacrées à l'élaboration d'une boîte à outils pour la gestion de l'impact sur le développement et à son expérimentation avec Sida, nous avons mis en place un service d'appui pour aider les équipes de Sida à utiliser les outils de gestion de l'impact.

Notre soutien à Sida a porté sur des activités en [Ouganda](#), en [Bosnie-Herzégovine](#) et au Kosovo, notamment une cartographie du secteur financier et des études d'impact de garanties spécifiques. Ce travail se poursuivra en 2025 dans d'autres pays d'Afrique et d'Europe.

Sur la base des outils développés avec Sida, nous avons conçu et lancé un kit générique à l'intention des fournisseurs de garanties souhaitant améliorer la gestion de l'impact de leurs instruments de garantie, qui met l'accent sur le développement économique inclusif et le travail décent (**voir Encadré 18**).



► Encadré 18. Le kit « *Think Impact* » de l'OIT pour les instruments de garantie

Pour aider les organisations (garants) qui souhaitent intégrer une dimension d'impact à leur offre de garantie auprès des institutions financières, nous avons lancé le kit « Think Impact » de l'OIT pour les instruments de garantie. Ce kit comprend un ensemble d'outils pratiques, faciles à adopter et à intégrer dans le cadre plus large de gestion de l'impact du garant. Ces outils couvrent les différentes étapes du processus, depuis la réflexion stratégique en amont (avant la conception d'une garantie spécifique) jusqu'à l'évaluation d'impact finale (au moment du retrait). Nous diffusons ce kit via des associations professionnelles et événements sectoriels, et nous recherchons des institutions de garantie prêtes à partager leur expérience ou souhaitant bénéficier d'un accompagnement dans l'utilisation de ces outils.

Financement de la transition juste

En 2024, le programme Finance solidaire de l'OIT a collaboré avec le gouvernement des Philippines et le secteur financier du pays pour renforcer les capacités du secteur à financer les priorités nationales de la transition juste et à gérer les risques et opportunités associés, en soutenant à la fois les objectifs climatiques et sociaux. Les travaux se sont achevés en novembre 2024 par un atelier à Manille, réunissant cadres dirigeants et responsables du développement durable d'institutions financières sur le thème : [intégrer les principes de la transition juste dans les activités de financement](#). À travers des sessions dynamiques combinant exposés, études de cas, outils et conseils d'experts, les participants ont exploré des moyens concrets de contribuer à la transition juste en ancrant les objectifs sociaux et environnementaux dans chaque étape de leur stratégie de finance durable et dans le cœur de leurs opérations.

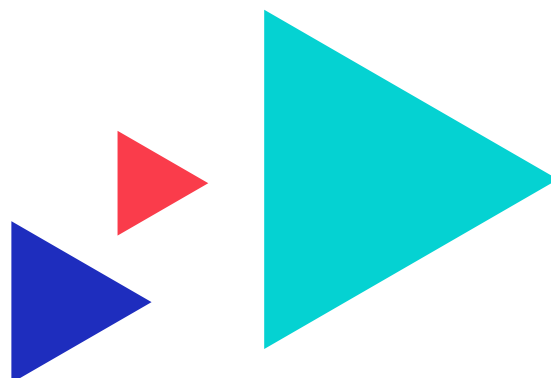
3.2 Collaborer avec les réseaux sectoriels et les organisations d'appui

Tout au long de l'année 2024, nous avons constaté un intérêt croissant du secteur financier pour la dimension sociale du développement durable. Les réseaux d'acteurs financiers et les structures de soutien au secteur ont continué de jouer un rôle central. Ce changement est particulièrement notable dans l'écosystème de la finance climatique, où l'attention se tourne progressivement vers la transition juste. C'est dans ce contexte que la dynamique de collaboration avec les réseaux sectoriels s'est développée en 2024.

Building Bridges

Comme les années précédentes, nous avons participé aux Building Bridges Action Days, qui réunissent le secteur financier, les autorités suisses et internationales, les acteurs de la coopération au développement et les organisations internationales œuvrant pour la finance durable.

Cette année, nous avons co-organisé un atelier interactif intitulé « [Navigating a Just Transition: Financial sector roadmap](#) » en partenariat avec l'Université de Genève, l'Impact Investing Institute et LuxDev. L'atelier était animé par des représentants du secteur financier (BNP Paribas, ING), de la coopération au développement (Beyond Finance, OIT) et du monde universitaire (Université de Genève). Les discussions dans l'esprit « World Café » ont permis d'identifier les principaux obstacles à surmonter et de générer des idées concrètes pour faire progresser le financement de la transition juste dans le secteur financier. Les conclusions ont été publiées dans une [Note de Finance solidaire](#) (voir Encadré 19).



► Encadré 19. Points clés de la feuille de route « Transition juste » pour le secteur financier

- La transition vers une société bas-carbone et résiliente sur le plan climatique nécessite des investissements financiers importants.
- Le secteur public ne peut y parvenir seul : les investisseurs privés et les institutions financières doivent mobiliser les capitaux nécessaires pour accélérer la décarbonation et honorer les engagements climatiques nationaux, tout en garantissant une transition inclusive qui ne laisse personne de côté.
- Le défi consiste à intégrer la transition juste en tant que composante centrale des stratégies de transition vers la neutralité carbone des institutions financières, aux côtés des objectifs climatiques.

Taskforce for Inequality and Social-related Financial Disclosures

En 2024, nous avons soutenu le groupe de travail chargé de concevoir et de mettre en place la Taskforce for Inequality and Social-related Financial Disclosures ([TISFD](#)), qui travaillera sur les déclarations financières liées aux inégalités et aux enjeux sociaux. En tant que partenaire fondateur, nous sommes fiers d'avoir assisté à son lancement officiel en septembre 2024. Nous restons engagés à contribuer à l'élaboration du cadre déclaratif dans les années à venir.

Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement

Avec l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI), nous avons assuré la diffusion des recommandations du rapport conjoint OIT-UNEP FI [Just Transition Finance: Pathways for Banking and Insurance](#) à travers une série de webinaires et d'événements à destination des membres de l'UNEP FI : les signataires des Principes pour une banque responsable et des Principes pour une assurance durable, les membres de l'Alliance bancaire Net-Zéro (NZBA) et d'autres acteurs du secteur financier. Lors de la conférence mondiale de l'UNEP FI, Mme Rie Vejs-Kjeldgaard, Directrice du département Entreprises durables de l'OIT, a partagé ses perspectives sur « l'accélération de la transition de l'économie réelle ». Elle a souligné le rôle essentiel des institutions financières dans la réalisation des objectifs environnementaux et de la résilience sociale, à travers les investissements et l'offre de solutions de gestion des risques.

Nous collaborons également étroitement avec l'UNEP FI pour développer, à partir des Principes pour une banque responsable, un guide destiné

aux banques sur la promotion du travail décent. Le postulat est que les banques, qui sont en lien avec une diversité d'entreprises clientes, peuvent avoir un impact massif si elles favorisent l'intégration des principes du travail décent dans ces entreprises. Ce guide, intitulé *Banking on Decent Work*, devrait paraître en 2025.

Principes pour l'investissement responsable

En Asie, en collaboration avec le Bureau de l'OIT au Japon, nous avons contribué à l'élaboration d'un guide sur les droits humains dans les entreprises à l'intention des investisseurs ([A Guide to «Business and Human Rights» for Institutional Investors](#)). Ce guide vise à sensibiliser les investisseurs institutionnels – propriétaires d'actifs et gestionnaires de fonds – à l'importance de la conduite responsable des entreprises dans lesquelles ils investissent. Dans le cadre de cette initiative, le programme Finance solidaire a participé aux travaux du [groupe de travail](#) mis en place en collaboration avec le Bureau de l'OIT au Japon et les réseaux sectoriels du pays, dont les membres comprenaient le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie ainsi que plusieurs investisseurs institutionnels. Tous les investisseurs étaient signataires des Principes pour l'investissement responsable (PRI). Cette activité s'inscrit dans le cadre de l'initiative [Skills Development and Responsible Business Conduct for Transition](#).

Climate Finance Asia

En 2024, nous avons participé au [Groupe de travail sur la transition juste](#) animé par Climate Finance Asia, qui rassemble des acteurs du secteur financier et des organisations à but non

lucratif d'Asie. Le groupe a été créé pour élaborer des [lignes directrices à l'intention des banques](#) sur l'intégration des principes de transition juste dans leurs mécanismes de prêt, en particulier pour le financement du retrait progressif et planifié des centrales à charbon.

Banques multilatérales de développement

Dans le cadre du troisième symposium des banques de développement, organisé par [STRENGTHEN2](#), une initiative conjointe de l'Union européenne et de l'OIT, nous avons échangé avec plusieurs banques multilatérales de développement et présenté nos [recommandations et outils destinés à promouvoir la transition juste](#) à travers les activités du secteur financier. Des représentants de nombreuses institutions – telles que la Banque interaméricaine de développement, le Groupe Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, IFC, le Fonds suisse d'investissement pour les marchés émergents, l'Université de Genève et la Joint Impact Model Foundation – ont discuté des enjeux liés à la transition juste et partagé leurs approches.

3.3 Collaborer pour créer un environnement propice à l'investissement durable

4^e Conférence internationale sur le financement du développement

Les conférences sur le financement du développement sont des événements de référence favorisant le dialogue entre les acteurs de la finance, des affaires étrangères et du développement au niveau mondial, dans le but de soutenir le financement des objectifs de développement. Après celles de Monterrey (2002), Doha (2008) et Addis-Abeba (2015), la prochaine conférence aura lieu en 2025 et portera sur l'urgence d'intensifier les

efforts en faveur de la réalisation complète des ODD. En 2024, nous avons contribué aux préparatifs à travers une [note d'orientation](#) portant sur les moyens par lesquels les États membres de l'ONU peuvent mobiliser leurs systèmes financiers pour soutenir une transition juste.

Groupe de travail sur la finance durable du G20

Notre participation au [Groupe de travail sur la finance durable du G20](#) (SFWG 2024 – présidence de l'Afrique du Sud) nous a permis de réaffirmer le rôle de l'OIT dans l'intégration des considérations liées au travail décent dans les stratégies financières, en capitalisant sur plus de 30 ans d'expérience de collaboration avec les acteurs des secteurs bancaire, de l'investissement et de l'assurance. En 2024, nous avons soutenu la priorité du SFWG visant à promouvoir des plans de transition crédibles, solides et équitables, notamment par deux contributions : un document sur le [renforcement de la dimension sociale de la finance de transition](#), et un autre sur la [planification de la transition par le secteur financier](#), rédigé conjointement avec l'UNEP FI. Par cette implication, nous avons contribué à intégrer les principes de transition juste dans l'un des sept principes directeurs du [rapport du G20 sur la finance durable](#) relatifs à la planification de la transition pour les institutions financières et les entreprises.

COP 29

Lors de la COP 29, l'OIT a accueilli le [Pavillon de la transition juste](#) et organisé un programme riche à destination de l'ensemble des participants. Le programme Finance solidaire a animé un débat sur la [mobilisation du secteur financier en faveur de la transition juste](#), avec des experts de l'OIT, de l'UNEP FI, de l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) du Brésil, ainsi que des représentants d'institutions financières publiques et privées, parmi lesquelles la Banque asiatique de développement, Eximbank (Banque d'export-import des États-Unis) et la Sumitomo Mitsui Banking Corporation. Les intervenants ont partagé des conseils concrets sur les moyens à la disposition des acteurs financiers pour renforcer l'équité sociale tout en contribuant aux plans de transition nationaux, sectoriels et internationaux, essentiels pour un avenir durable.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

En 2024, la transition juste est restée au cœur des processus d'action climatique internationaux, notamment dans le cadre du Programme de travail sur la transition juste de la CCNUCC. Les négociations climatiques de cette année ont fortement insisté sur la question du financement, en soulignant le rôle central du capital financier pour faire progresser la transition vers des économies bas-carbone. Un [nouvel objectif de financement climatique, plus ambitieux](#), a été adopté. Ce dernier reconnaît l'importance cruciale de soutenir la transition juste dans tous les secteurs et domaines thématiques, en mettant l'accent sur la dimension équitable et inclusive de l'action climatique. Les pays développés sont appelés à mobiliser au moins 300 milliards USD par an d'ici 2035 en faveur de l'action climatique dans les pays en développement. Les fonds seront mobilisés auprès d'un large éventail de sources, en mettant l'accent sur les financements privés. Un appel à l'action a également été lancé pour que tous les acteurs contribuent à porter le financement climatique pour les

pays en développement à 1 300 milliards USD par an d'ici 2035, en combinant fonds publics et privés.

Dans ce contexte, renforcer les connaissances des acteurs du secteur financier sur les enjeux sociaux de la durabilité et leur permettre d'intégrer les principes de transition juste dans leurs activités quotidiennes devient un levier puissant pour garantir une transition climatique équitable et inclusive. Nous avons résumé les étapes clés de la mise en œuvre d'une stratégie de transition juste au sein d'une institution financière dans l'Emerging Insight intitulé [De la transition climatique à une transition juste](#).

Renforcement des capacités

Nous restons pleinement engagés à diffuser les enseignements issus des initiatives présentées ci-dessus auprès des mandants de l'OIT et d'autres parties prenantes. Grâce au cours « Financing development », dispensé par notre [Centre de formation de Turin](#), nous avons échangé avec des participants de plus de 20 pays sur les défis et les opportunités liés aux mécanismes de financement au service des ODD.





Perspectives pour 2025

Expérimenter | apprendre | documenter | promouvoir

Investissement durable

Expérimenter

- ▶ Expérimenter le système de marqueurs d'emploi et de compétences (« Jobs and Skills Marker ») avec la Banque africaine de développement.
- ▶ Lancer un centre mondial de financement de la transition juste pour développer et expérimenter des approches de financement utilisables ou déjà utilisées par les prêteurs, les investisseurs et les assureurs pour soutenir une transition juste.
- ▶ Tester des guides sur le financement du travail décent basé sur les résultats au niveau des pays.
- ▶ Expérimenter les approches de financement de la transition juste au niveau des pays, notamment au Maroc et au Brésil (International Engineering Alliance).

Apprendre

- ▶ Mettre en œuvre avec Sida une fonction d'appui pour opérationnaliser un guichet d'assistance pour mesurer l'impact de leur instrument de garantie.
- ▶ Intégrer les considérations de genre dans les systèmes de gestion des investissements durables.
- ▶ Réaliser une enquête sur les besoins de financement liés à la transition juste des entreprises en Colombie.
- ▶ Appuyer la conception et la mise en œuvre d'un cours du CIF-OIT sur le financement de la transition verte, de la transition bleue et de la transition juste.

Documenter

- Tirer les enseignements de la conception d'un contrat à impact social visant à réduire le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao.
- Documenter les enseignements issus de l'accompagnement d'investissements durables dans les PME des chaînes de valeur agricoles en Afrique.

Promouvoir

- Promouvoir la Coalition mondiale pour la justice sociale auprès du secteur financier.
- Travailler avec Building Bridges pour faciliter la collaboration entre les agences de l'ONU et le secteur de l'investissement durable.
- Encourager l'intégration de considérations sociales dans la réglementation émergente en matière de finance durable et dans les orientations fournies par les institutions régionales et internationales.
- Promouvoir l'élaboration d'un cadre international sur les déclarations financières liées aux inégalités et aux enjeux sociaux à travers le groupe de travail dédié Taskforce for Inequality and Social-related Financial Disclosures – [TISFD](#).

Inclusion financière

Expérimenter

- Mettre en place une communauté de pratique axée sur les services d'accès anticipé au salaire et d'autres services financiers numériques destinés aux travailleurs rémunérés.
- Mettre en œuvre un dispositif de recherche-action en Ouganda afin de comparer les approches par tutorat et par formation dans l'offre d'éducation financière aux réfugiés et aux communautés d'accueil.

Apprendre

- Mener des recherches sur l'impact des initiatives de numérisation du paiement des salaires sur la performance des entreprises et l'inclusion financière des travailleurs dans les pays ciblés.

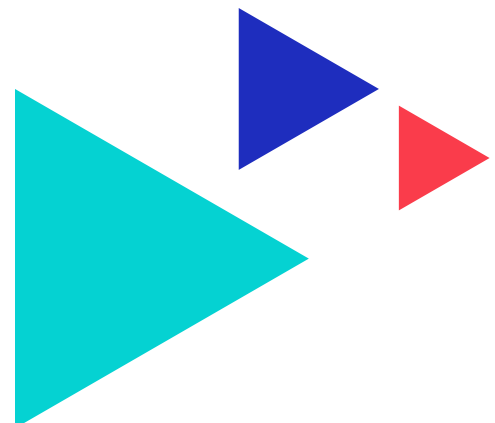
- Mener une étude de suivi pour évaluer l'impact du programme d'éducation financière de l'OIT en Tunisie, dix ans après sa mise en œuvre.

Documenter

- Documenter les enseignements et compiler des études de cas mettant en lumière le rôle des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs, et du secteur financier, pour accélérer l'adoption du paiement numérique responsable des salaires.
- Élaborer un rapport phare sur l'accès des réfugiés et des communautés d'accueil aux services financiers.
- Élaborer un rapport phare sur l'accès des migrants aux services financiers.

Promouvoir

- Diffuser des outils et des bonnes pratiques sur le paiement numérique responsable des salaires afin d'encourager une adoption plus large dans davantage de pays ou de secteurs économiques.
- Développer la formation « Making digital finance work » pour accompagner les prestataires de services financiers dans la conception de produits numériques.
- Promouvoir la diffusion de la formation sur la microfinance verte « Making green microfinance work: Managing product diversification ».
- Réviser le contenu de la formation sur la microfinance au service de l'économie sociale et solidaire « Making microfinance work to finance the social and solidarity economy ».



Assurance d'impact

Expérimenter

- Travailler avec la troisième cohorte de la communauté de pratique IFC-OIT sur les femmes et l'assurance (In4Women) sur des activités visant à mieux répondre aux besoins du segment féminin du marché de l'assurance.
- Travailler avec le Microinsurance Network et les participants à la nouvelle communauté de pratique « Inclusive insurance: making it work » pour expérimenter des solutions permettant de surmonter les obstacles à la conception et à l'extension à grande échelle de l'assurance inclusive.

Apprendre

- Poursuivre les recherches avec des assureurs inclusifs performants sur les moyens d'améliorer la viabilité et la valeur pour les clients des produits d'assurance.
- Continuer à améliorer notre compréhension des différents modèles de partenariat public-privé dans l'assurance inclusive et des rôles et responsabilités respectifs des différentes parties prenantes.
- Mieux comprendre par quels moyens les petites entreprises, en particulier celles détenues par des femmes, peuvent renforcer leur résilience.
- Organiser une visite d'échange d'expériences pour partager les enseignements sur les solutions intégrées de gestion des risques, combinant assurance inclusive et partenariats public-privé.

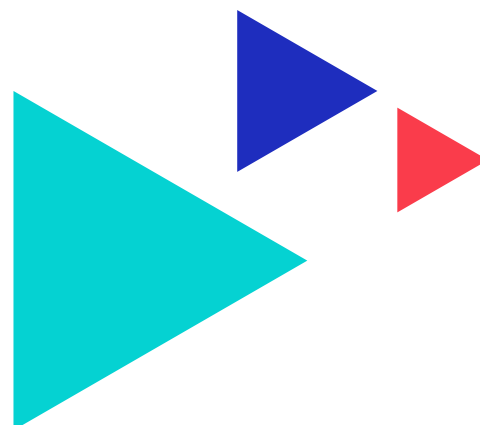
Documenter

- Documenter les enseignements tirés de la littérature existante dans une étude intitulée « The impact of inclusive insurance: A systematic review of the literature (2013 to 2024) ».
- Documenter les enseignements issus de notre série Learning from the Leaders sous la forme de notes d'information, notamment sur les thématiques de la durabilité, de la distribution et du renforcement des capacités techniques.
- Documenter des études de cas sur le renforcement de la résilience des petites entreprises.

- Documenter une analyse approfondie de l'assurance inclusive en tant qu'outil d'adaptation au changement climatique.

Promouvoir

- Diffuser les bonnes pratiques visant à améliorer la viabilité et la valeur client de l'assurance inclusive à travers une série de webinaires et de publications.
- Promouvoir les bonnes pratiques en assurance inclusive via nos deux communautés de pratique « In4Women » et « Inclusive insurance: making it work ».
- Dispenser des formations à travers l'Afrique sur le développement de partenariats public-privé performants en assurance inclusive.



Annexes

Bailleurs de fonds

AATIF

Le partenariat stratégique entre l'AATIF et l'OIT vise à accroître la capacité des investisseurs à mieux gérer et promouvoir les impacts sociaux et environnementaux dans la finance agricole en Afrique. Les partenaires sont des entreprises bénéficiaires de l'AATIF, comme les prestataires de services financiers locaux qui développent leur portefeuille de prêts agricoles, les responsables de systèmes de production impliquant de petits exploitants agricoles, les agriculteurs commerciaux ou les transformateurs et négociants de produits agricoles.

AFD

En collaboration avec l'AFD, l'OIT renforce la résilience des populations à faible revenu d'Afrique subsaharienne face aux risques. Le projet de recherche-action mené a pour but d'améliorer l'accès à des produits d'assurance de qualité en stimulant l'innovation. Il assure le renforcement des capacités des partenaires et de l'ensemble du secteur et partage de nouveaux enseignements aux gouvernements et aux autres parties prenantes concernées, afin d'influencer les politiques publiques.

Banque africaine de développement

Nous travaillons avec la Banque africaine de développement au développement d'un système de marqueurs d'emploi et de compétences pour la Banque. Cette initiative répond au besoin croissant d'intégrer systématiquement des objectifs en matière d'emploi et de compétences et d'en optimiser les résultats dans les opérations de la banque, ainsi que d'améliorer et d'harmoniser le reporting.

Fondation Gates

Grâce au soutien de la Fondation Gates, l'OIT a créé le Centre mondial sur les salaires numériques pour le travail décent. Le Centre cherche à résoudre les problèmes associés au paiement des salaires en espèces et à promouvoir la transition vers le

paiement numérique responsable des salaires par le biais de la recherche, du développement et du partage des connaissances, du renforcement des capacités et de la promotion de solutions testées. Il met également en oeuvre des interventions nationales au Cambodge, en Indonésie, aux Philippines et au Pérou.

Fondation Grameen Crédit Agricole

Grâce à ce partenariat, financé par Proparco, l'OIT renforce la capacité des prestataires de services financiers à offrir des services de gestion des risques plus efficaces, permettant aux ménages à faible revenu, aux femmes, aux petits exploitants agricoles et aux MPME de mieux se protéger.

Generation Foundation

L'OIT collabore avec la Generation Foundation et le Microinsurance Network pour améliorer la viabilité et la valeur pour le client de l'assurance inclusive. L'objectif final est de plaider en faveur d'une plus grande offre de solutions d'assurance pour renforcer la résilience des petites entreprises, des petits exploitants agricoles, des ménages à faible revenu et d'autres segments de marché mal desservis.

GIZ

L'OIT collabore avec la GIZ sur un ensemble d'activités, notamment le renforcement des capacités des assureurs en Afrique et en Asie dans le domaine de l'assurance inclusive, la formation à la gestion des risques des PME et, dans le cas de la GIZ au Pakistan, sur une évaluation actuarielle des régimes nationaux d'assurance maladie.

Gouvernement des Pays-Bas

Nous collaborons avec le gouvernement des Pays-Bas sur deux initiatives. Tout d'abord, le gouvernement a lancé un nouveau partenariat, PROSPECTS, pour permettre aux personnes déplacées de force et à leurs communautés

d'accueil de bénéficier de meilleures opportunités économiques. Le partenariat développe un nouveau paradigme pour répondre aux crises de déplacement forcé, qui étudie notamment comment l'inclusion financière peut aider à améliorer les moyens de subsistance de ces populations. Ensuite, le gouvernement néerlandais travaille avec le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique à la mise en œuvre du projet ACCEL Africa. Dans le cadre de ce projet, le programme Finance solidaire étudie les services financiers innovants qui peuvent adresser certaines des causes profondes du travail des enfants, comme la pauvreté et la vulnérabilité des familles d'agriculteurs. En outre, le projet développe un contrat à impact visant à lutter contre le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire.

Habitat for Humanity

En partenariat avec le Terwilliger Center for Innovation in Shelter de l'ONG Habitat for Humanity, nous testons et développons de nouvelles solutions de micro-assurance habitation pour les segments de marché à faible revenu et mal desservis, dans un premier temps au Kenya. À l'issue d'un processus de mise en concurrence, Britam Insurance Company Kenya a été sélectionnée comme partenaire de mise en œuvre, et Sarita Mohanty comme collaboratrice associée de l'équipe Finance solidaire.

FIDA

L'OIT et le FIDA travaillent ensemble pour améliorer les moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres dont les revenus dépendent à la fois de l'agriculture et des activités non agricoles, en améliorant leur résilience et en renforçant leur capacité à gérer les risques.

MCII

Ce partenariat entre l'OIT et la Munich Climate Insurance Initiative se concentre sur le renforcement des capacités des assureurs et des canaux de distribution (prestataires), et sur la sensibilisation des consommateurs des pays cibles des Caraïbes aux produits d'assurance climatique paramétrique.

Ministère des Affaires étrangères de la Finlande

Le ministère des Affaires étrangères de la Finlande cofinance l'initiative « Trade for Decent Work » avec l'Union européenne, consolidant son engagement mondial en faveur de la justice sociale et du développement durable. Grâce à ce soutien, l'OIT a pu doter les principaux acteurs financiers des Philippines des outils et connaissances nécessaires pour faire progresser la finance climatique inclusive, garantissant que la transition écologique dans le pays rime aussi avec travail décent et inclusion sociale.

Fondation Munich Re

Le partenariat avec la Fondation Munich Re porte sur le développement de marchés d'assurance inclusifs par le biais du renforcement des capacités. La Fondation soutient l'organisation de l'Impact Insurance Academy et des formations en ligne «Insurance for development» et «Seguros para el desarrollo».

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

L'OIT et le Mécanisme d'assurance et de financement des risques du PNUD collaborent pour développer des marchés de l'assurance plus efficaces et impactants. Le partenariat vise à améliorer la qualité et le volume de l'offre d'assurance par le biais d'activités durables de renforcement des capacités dans des pays sélectionnés. En collaboration avec le Centre de financement durable du PNUD, l'OIT travaille à la promotion de la formalisation des entreprises. Dans le cadre de ce projet, les organisations collaborent avec des acteurs du secteur financier au Mozambique, en Sierra Leone et dans les Îles Salomon pour développer des produits et des approches susceptibles d'améliorer l'accès au financement et d'inciter les acteurs de l'économie informelle à acquérir un statut formel.

SECO

Le partenariat avec le Secrétariat d'État suisse à l'économie vise à renforcer les capacités des PME et à favoriser l'inclusion financière en tirant parti de la transformation numérique au sein

d'écosystèmes de chaînes de valeur ciblés. Cette initiative cherche à faire progresser la digitalisation des PME et à stimuler la croissance économique. Elle se concentre sur le renforcement des capacités des banques partenaires, y compris les banques rurales et régionales, afin de mieux répondre aux besoins des PME dans des secteurs productifs et des régions spécifiques. Les principaux objectifs consistent notamment à donner aux PME les moyens d'étendre leurs activités et de créer des opportunités d'emploi. Une stratégie clé consiste à promouvoir la transformation numérique des écosystèmes des chaînes de valeur des PME. En outre, le projet vise à soutenir les autorités chargées des services financiers, ainsi que les décideurs politiques nationaux et régionaux, dans la promotion des initiatives d'inclusion financière à travers l'Indonésie.

SFI

Nous collaborons avec le programme d'assurance des femmes de la SFI sur un projet visant à sensibiliser aux besoins des femmes en matière d'assurance et à mettre en évidence les opportunités de marché pour les assureurs qui ciblent les femmes en tant que clientes et employées. L'objectif de cette collaboration est de réduire l'écart de protection entre les hommes et les femmes.

Sida

L'OIT et Sida ont mis en place une fonction d'appui pour la gestion de l'impact de l'instrument de garantie de Sida. L'OIT aide Sida et les ambassades suédoises dans le monde à intégrer la prise en compte de l'impact tout au long du développement et de la mise en œuvre des garanties.

Swiss Capacity Building Facility (SCBF)

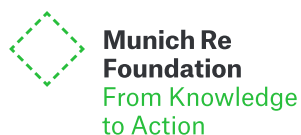
Le SCBF (Mécanisme suisse de renforcement des capacités) apporte son soutien à l'OIT et à Habitat for Humanity, comme décrit dans la section 2.3. Le projet vise à stimuler l'innovation dans les produits de micro-assurance de biens. L'une des activités clés consiste à fournir une assistance technique pour développer et distribuer l'assurance de biens afin de renforcer la résilience des ménages à faible revenu, des MPME et d'autres segments de marché mal desservis.

Union européenne

L'Union européenne soutient les travaux de l'OIT en faveur d'une transition juste aux Philippines dans le cadre du programme « Trade for Decent Work », dans la ligne de son engagement en faveur du Pacte vert pour l'Europe et du commerce mondial durable. En finançant le renforcement des capacités des institutions financières, l'UE contribue à aligner la transition bas-carbone des Philippines sur les normes internationales de durabilité, renforçant à la fois l'action climatique et l'accès du pays au marché européen.

Partenaires stratégiques

Facilitateurs internationaux du développement du marché



Financement de la santé



Agriculture



Partenaires de renforcement des capacités



Païement numérique responsable des salaires



Universitaires



Partenaires de mise en œuvre

Éducation financière



Inclusion financière



Partenariats public-privé pour la gestion des risques



Autres partenaires

60 — decibels



Supports de connaissances en 2024

Notes

- [Aligning financial systems with a just transition – Recommendations for the 4th International Financing for Development Conference](#)
- [Social Finance Brief: Navigating a just transition – Financial sector roadmap](#)
- [Research brief: Barriers to the full digitization of wage payments in supply chains in China – A rapid assessment](#)

Emerging Insights

- [EI 206 : Le meilleur de 2023](#)
- [EI 207 : S'emparer du marché de l'assurance pour les femmes](#)
- [EI 208 : Dévoilement de l'indice japonais du travail décent 8](#)
- [EI 209 : Développer un système de suivi d'impact pour l'instrument de garantie de Sida](#)
- [EI 210 : Le pouvoir de l'assistance technique pour débloquer les investissements dans le secteur agricole](#)
- [EI 211 : De la transition climatique à une transition juste](#)

Documents de travail

- [A system analysis of the financial market in Bosnia and Herzegovina](#)
- [Enhancing the social dimension in transition finance: Towards a just transition.](#)

- [A system analysis of the financial market in Uganda and its potential to contribute to sustainable development.](#)
- [Scaling up digital wages: Lessons and challenges from India's enabling environment.](#)
- [Earned wage access – A global study on benefits and risks](#)

Outils et guides

- Outil de mesure d'impact pour les instruments de garantie ([The ILO's Think Impact Toolkit for guarantee instruments](#))
- Guide Entreprises et droits de l'homme ([A Guide to 'Business and Human Rights' for Institutional Investors](#))

Matériels de formation

- [Livret de l'apprenant en éducation financière pour le secteur agro-exportateur au Pérou](#) (en espagnol)
- [Numérisation responsable du paiement des salaires dans les PME – Guide du formateur](#) (en bahasa indonesia)
- Partenariats public-privés en assurance inclusive

Webinaires

- [Promoting digital wage payments in the Cambodian garment sector](#)
- Événement de lancement : [Launch event - Think Impact Toolkit for guarantee instruments](#)





L'équipe

Craig Churchill, Chef

Nalina Ganapathi, Assistante administrative principale

Margarita Lalayan, Responsable de programme senior (CIF-OIT)

Victor Hugo Sanchez Valverde, Secrétaire et assistant administratif

Joost Tjldink, Responsable de la communication

Inclusion financière

Ines Bentchikou, Responsable technique

Valerie Breda, Experte technique Senior

Yousra Hamed, Experte technique Senior

Fadia Jradi, Responsable technique (Liban)

Virak Nuon, Chargé de projet (Cambodge)

Julio Perez, Chargé de projet (Pérou)

Djitaba Sachko-Patel, Responsable technique (Côte d'Ivoire)

Ruby Alsalem, Conseillère technique principale (Irak)

Djauhari Sitorus, Chef de projet (Indonésie)

Andrej Slivnik, Responsable technique

Richard Umali, Chargé de projet (Philippines)

Arief Umar, Chargé de projet (Indonésie)

Assurance d'impact

Aparna Dalal, Responsable de recherche senior

Camyla Fonseca, Responsable de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités

Lisa Morgan, Spécialiste technique senior

Pranav Prashad, Responsable technique senior

Investissement durable

Rakshita Agarwal, Chargée de projet junior

Ekaterina Chubarova, Responsable technique

Fernando Messineo Libano, Responsable technique

Kirill Zarifulin, Chargé de projet

Tomoka Omoto, Jeune experte associé

Patricia Richter, Responsable technique senior

Collaborateurs associés du programme Finance solidaire

Les collaborateurs associés apportent leur appui au programme Finance solidaire en travaillant au sein d'organisations partenaires afin de soutenir nos projets d'innovation pour les marchés à faible revenu.

Akinyemi Alebiosu (PharmAcces Foundation, Kenya)

Jackline Chemtai (Radiant Insurance Company, Rwanda)

Zika Djodjo (COMUBA, Bénin)

Grégoire Minani (CNAAS, Sénégal)

Ritesh Pandey (National Insurance Commission, Ghana)

Ali Tareque Parvez (Chamroeun, Cambodge)



© ILO / Ines Benichikou

**Programme Finance solidaire
Département des Entreprises
Organisation internationale du Travail**

Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse

T: +41 22 799 8056
F: +41 22 799 6896

Email: socialfinance@ilo.org
ilo.org/socialfinance
digitalwages.org

ISBN 9789220422694



9 789220 422694